

LE DÉVELOPPEMENT DES PAIEMENTS PAR CHÈQUES ET L'INFLATION MONÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

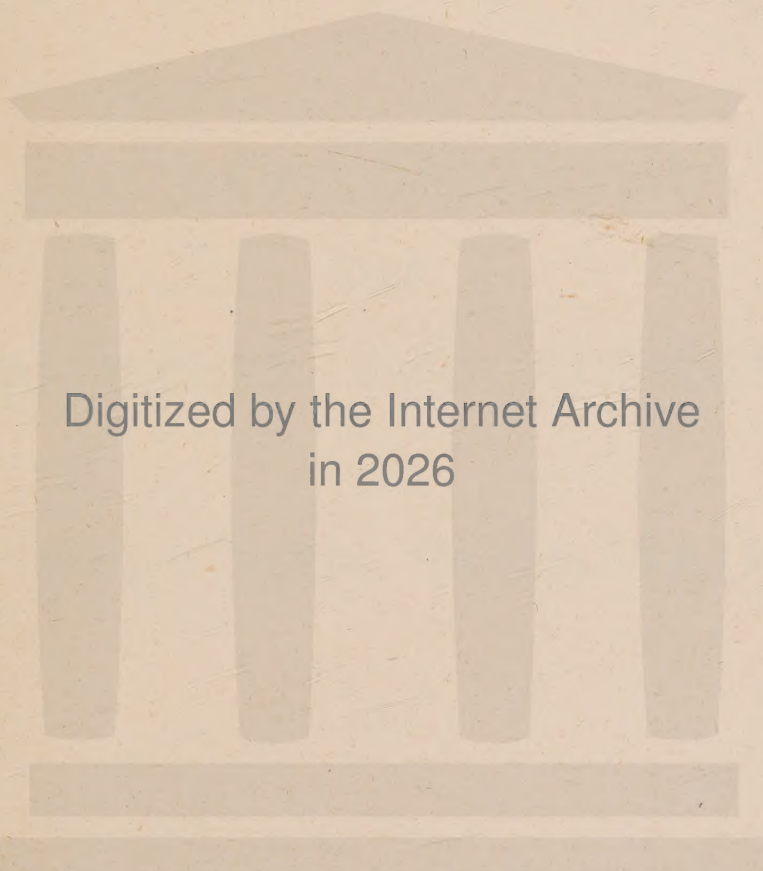
par

Jacques MAYER



NICE
IMPRIMERIE DU SUD-EST
4, Rue Longchamp

—
1942



Digitized by the Internet Archive
in 2026

**LE DÉVELOPPEMENT
DES
PAIEMENTS PAR CHÈQUES
ET
L'INFLATION MONÉTAIRE**

UNIVERSITÉ D'AIX-MARSEILLE

FACULTÉ DE DROIT D'AIX

PERSONNEL

MM.

- RAYNAUD, *, § I., Doyen, Professeur d'Economie Politique.
DUMAS, § I., Assesseur, Professeur d'Histoire Générale du Droit Français.
BRY, *, § I., §, Professeur de Droit Romain.
LEBRET, § I., §, Professeur de Droit Criminel.
AUDINET, *, § I., §, Professeur de Droit Civil.
JAUFFRET, § I., Professeur de Droit Commercial.
DURAND, § I., Professeur de Droit Administratif.
TROTOBAS, § I., §, Professeur de Droit Constitutionnel.
P. DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE, § I., Professeur de Droit International public.
KAYSER, Professeur de Droit civil.
MACQUERON, Professeur sans chaire.
STEFANI, § A., Professeur de la Faculté de Droit de Strasbourg, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CABRILLAC, Professeur de Droit civil.
MARCY, Agrégé.
REUTER, Agrégé de la Faculté de Droit de Poitiers, chargé de cours à la Faculté de Droit d'Aix.
CHARLIER, Agrégé.
BERTRAND, chargé de cours.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM.

- AULAGNON, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
CREMIEU, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit d'Aix.
LABORDE-LACOSTE, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
PERROUD, *, § I., Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
RIPERT, *, § I., Doyen de la Faculté de Droit de Paris.

SECRETAIRE

M. DELAPORTE, § I.

L'Université et la Faculté n'entendent donner ni approbation, ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE DÉVELOPPEMENT DES PAIEMENTS PAR CHÈQUES ET L'INFLATION MONÉTAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue

par

Jacques MAYER



NICE
IMPRIMERIE DU SUD-EST
4, Rue Longchamp

—
1942



INTRODUCTION

La défense de la monnaie est sans doute le plus grave des problèmes actuels; certains peuvent paraître plus urgents, aucun n'est plus profondément angoissant.

L'augmentation de la circulation des billets de banque fut, sinon la cause, au moins l'un des éléments déterminants de la catastrophe monétaire que connurent certains pays au lendemain et à la suite de la guerre de 1914-18. Il était donc naturel que le législateur tentât de freiner cet accroissement du volume de la circulation fiduciaire, qu'il n'est pas en son pouvoir de supprimer entièrement. Or le chèque, tout au moins lorsqu'il aboutit à des règlements par jeux d'écritures, évite l'emploi de la monnaie. Pour généraliser l'usage de cet instrument de paiement, deux lois qui sont l'objet de cette étude furent promulguées les 22 octobre 1940 et 28 février 1941.

Assez différentes d'aspect, comme nous le verrons, elles sont une dans leur but: imposer le chèque au Pays qui s'y était jusqu'à présent montré curieusement réfractaire. Ainsi les échanges pourraient augmenter considérablement en valeur nominale sans qu'il s'ensuive une émission de billets dont l'effet est d'entraîner une hausse des prix progressivement accélérée jusqu'à la catastrophe.

L'idée du Gouvernement n'est pas nouvelle; elle est l'aboutissement ou pour mieux dire une étape normale de l'histoire du chèque en France. Avant d'aborder l'étude que nous nous sommes proposée nous retracerons brièvement cette histoire. Ainsi pourrions nous mieux nous rendre compte du lien qui rattache le présent au passé et de la continuité des efforts faits pour acclimater en France un instrument qui est né et s'est développé à l'étranger, mais dont la nécessité chez nous, reconnue depuis longtemps, fut proclamée tout spécialement lors de périodes semblables à celle que nous traversons.

La législation française du chèque s'est élaborée peu à peu sous une double influence : l'influence étrangère d'une part, et celle des guerres et des crises d'autre part.

Notre première loi sur le chèque (14 juin 1865) s'est largement inspirée de l'exemple anglais. Les travaux préparatoires sont tout à fait démonstratifs à cet égard. Qu'on nous permette de citer un passage caractéristique du rapport d'Alfred Darimon au Corps Législatif : « Si nous nous sommes étendu aussi longuement sur les résultats produits chez nos voisins d'Outre-Manche par l'usage des chèques et dépôts en Banque, ce n'est pas pour établir entre la France et l'Angleterre une comparaison qui ne serait pas à l'avantage de notre pays. Il n'en est pas moins vrai que par un esprit de nationalisme exclusif nous aurions tort de ne pas profiter des expériences qui se font et des progrès qui s'accomplissent chez les nations avec lesquelles nous entretenons des relations journalières. Il en est des institutions de crédit comme des chemins de fer : quand un peuple a adopté ce moyen de transport, il est impossible aux autres peuples de se passer de cet outillage perfectionné ; bon gré mal gré il faut qu'ils se le donnent, sous peine de voir leur industrie et leur puissance déchoir. L'Angleterre est en train de se donner les moyens d'économiser de plus en plus dans les transactions intérieures l'usage du numéraire, il est nécessaire que nous la suivions dans cette voie. C'est pour nous une condition de succès commercial ». (Moniteur des 5-6-7 et 10 mai 1865).

Il ne faudrait pas déduire de ces déclarations que le chèque était un inconnu en France. Toutefois il n'existait pas sous sa forme moderne. Les commerçants ressentaient le besoin d'effectuer leurs règlements par l'intermédiaire des banques. Pour y parvenir, l'idée la plus naturelle aurait été d'utiliser la lettre de change à vue, mais pour des raisons fiscales, c'est au reçu qu'il fut fait appel. Lorsqu'un commerçant devait une certaine somme à l'un de ses fournisseurs, il remettait à ce dernier un reçu constituant une décharge anticipée du banquier, par ex. : « Reçu de Dubois (banquier du commerçant Durand) la somme de 1.000 Frs ; signé Durand. » Le banquier payait habituellement le porteur contre remise du récépissé. Mais un tel « chèque » n'était pas un titre à ordre, il ne donnait aucun renseignement sur l'identité de ses propriétaires successifs.

La loi de 1865 a précisément pour but de substituer le chèque mandat qui est le chèque anglais au chèque récépissé, mais il s'agit là plus d'une imitation de forme que de fond. En effet la France n'adopte pas la conception de l'Angleterre qui ne voit dans le chèque qu'une variété de lettre de change : « a cheque is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand » ; elle reste dans

le vague en disposant que « le chèque est l'écrit qui, sous forme de mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie des fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles ». Elle ne prend pas parti sur le problème de la nature juridique du chèque. Bref, dans la loi du 14 juin 1865, la France a emprunté à l'Angleterre la forme sous laquelle le chèque ordinaire se présente aujourd'hui partout.

Elle devait aller plus loin dans la voie de l'imitation pour ce qui est du chèque barré, introduit en France par la loi du 30 décembre 1911 : il est purement et simplement calqué sur l'anglais. Il ne pouvait en être autrement ; le barrement avec ses différentes modalités et ses effets est une invention de la pratique qui s'est imposée au Parlement anglais lui-même et ensuite à presque tous les pays. C'est un des rares points où l'unification du droit s'est réalisée d'elle-même. « Le barrement, écrit M. Jacques Borduge, n'est pas une création législative : il a pris naissance dans une pratique de la Chambre de Compensation. Comme l'explique Parke dans l'affaire *Bellamy v. Majoribank*, la coutume de barrer les chèques a pour origine la Chambre de Compensation : les employés des différents banquiers qui y traitaient leurs affaires ayant l'habitude d'inscrire au travers des chèques le nom de leurs patrons de façon à faciliter aux employés du Clearing House l'établissement de leurs comptes. Mais elle se développa plus tard en dehors de là (1) ». On est en face d'une réussite de la pratique que presque toute les législations se sont appropriée.

En résumé, l'influence anglaise sur notre législation du chèque s'est traduite essentiellement dans les deux faits suivants : le législateur français a renoncé au chèque-récépissé et lui a substitué le chèque-mandat ; il a adopté le barrement tel que l'avait imaginé la pratique et tel qu'il était passé dans le droit de l'Angleterre.

L'influence des Empires Centraux s'est fait sentir beaucoup plus tard : elle ne date que des Conférences de La Haye de 1910-1912, tendant à l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque. Elle s'est affirmée à la Conférence internationale de Genève de 1931, lors de l'élaboration du projet de loi uniforme sur le chèque. Ce projet fut signé par les délégués de la France, mais il ne fut ratifié que par le décret-loi du 30 octobre 1935. Notre législation du chèque prend des caractères nouveaux : elle devient systématique et rigide.

Jusque-là, comme l'écrit M. François de Beaumarchais en substance, l'on s'était borné à boucher les fissures que révélait la pra-

(1) BORDUGE : *Le statut du chèque barré dans le droit anglo-américain et dans les conventions de Genève*, Paris 1938, p. 13.

tique, de sorte que la loi paraissait faite de pièces et de morceaux (1). Le décret-loi du 30 octobre 1935 rompt avec cette méthode opportuniste : il traite du chèque *quasi ex professo* et le règle-
ment rationnellement de sa naissance à sa mort dans onze chapitres successifs : a) de la création et de la forme du chèque ; b) de la transmission ; c) de l'aval ; d) de la présentation et du paiement ; e) du chèque barré ; f) du recours faute de paiement ; g) de la pluralité d'exemplaires ; h) des altérations ; i) de la prescription ; j) des protêts ; k) dispositions générales et pénales.

Cette présentation peut avoir quelque chose d'artificiel, mais elle est dans l'ensemble logique et offre un grand avantage : à savoir que le droit du chèque se trouve condensé dans un document unique, alors que dans la loi du 14 juin 1865, il était souvent procédé par voie de référence à la lettre de change, ce qui conduisait par analogie à des déductions parfois peu satisfaisantes.

Dans le décret-loi du 30 octobre 1935, la législation du chèque revêt, en outre, un aspect formaliste, notamment à l'article 1^{er} : « Le chèque contient : 1° la dénomination de chèque insérée dans le texte même du titre et exprimée dans la langue employée pour la rédaction de ce titre ; 2° le mandat pur et simple de payer une somme déterminée ; 3° le nom de celui qui doit payer (tiré) ; 4° l'indication du lieu où le paiement doit s'effectuer ; 5° l'indication de la date et du lieu où le chèque est créé ; 6° la signature de celui qui émet le chèque (tireur) ». C'est ici que s'affirme et s'extériorise l'influence des Empires Centraux. Ces pays tendent à rapprocher le chèque de la monnaie, du billet de banque, et il va de soi que le billet de banque ne peut que se présenter sous des apparences fixées par voie d'autorité et nettement définies. Il est indispensable qu'il se reconnaisse à première vue à des signes distinctifs. Ce formalisme n'est, en somme, pas gênant, puisque les chèques sont émis sur des formules préparées d'avance et remises par les banques à leurs clients. Il offre de nombreux avantages, mais il heurte la notion un peu fétichiste que se font les Anglais du libéralisme (2).

L'inconvénient le plus certain du nouveau système aurait été qu'un chèque irrégulier en la forme cessât d'être considéré comme un chèque par la loi pénale et que le porteur ne bénéficiât plus de la protection de l'art. 66 du décret du 30 octobre 1935 réprimant l'émission de chèque sans provision. Heureusement une jurisprudence très ferme décide avec plus d'à propos que de rigueur juridique que « si le titre ne vaut pas comme chèque au regard de la

(1) François de BEAUMARCHAIS : *La nouvelle législation du chèque en France*, Sirey 1937, page 11.

(2) Notons dans un autre ordre d'idées que la vaccination obligatoire est considérée outre Manche comme une atteinte à la liberté individuelle.

loi commerciale, il ne s'ensuit pas nécessairement qu'il ne peut être considéré comme un chèque en vue de l'application de l'art. 66 du décret précité ». (Cass. crim., 9 octobre 1940, Gaz. Pal. 1940-2-164).

Nous estimons que le système anglais, du fait même de sa souplesse et de son indétermination, suppose, pour bien fonctionner, une ambiance qui n'est pas réalisée dans bien des pays : correction dans les habitudes du commerce, mentalité de fair play, compétence pratique des tribunaux, autorité des précédents. Les Anglais sont fort satisfaits de leur droit du change ; les Allemands le sont également du leur. Il est permis d'en conclure que l'un et l'autre sont bien adaptés aux nécessités diverses de ces pays.

L'apport étranger a été important, mais les guerres et les crises ont plus encore contribué à la formation de la législation française du chèque. Dans la loi du 14 juin 1865, le chèque était exempt de tout droit de timbre pendant dix ans, dans le but d'en généraliser l'emploi. Au Corps Législatif, Ernest Picard critiqua cette disposition : « Je crois que nous nous exprimons mal en disant que les chèques seront exempts de tout droit de timbre pendant dix ans ; je crois que nous n'avons pas le droit d'engager ainsi l'avenir. Nous devons voter l'impôt chaque année et lorsque nous disons que les chèques sont exemptés de l'impôt pendant dix ans, nous disons, à mon sens, deux choses qu'il ne nous appartient pas de dire : la première, qu'on n'imposera pas les chèques pendant dix ans et la deuxième, c'est que dans dix ans les chèques seront imposés. En principe, nous pourrions dire que le chèque ne doit pas être soumis à l'impôt ; s'il doit l'être un jour, il sera temps d'étudier la question et de le dire ce jour-là. Quant à ce bail de dix ans que nous donnons, soit dans l'intérêt des banques de dépôt, soit autrement, je le trouve tout à fait, oserai-je dire le mot, inconstitutionnel et contraire aux habitudes qu'une Chambre doit constamment garder » (Séance du 6 mai 1865).

C'était la sagesse même et les événements ne devaient pas tarder à le montrer. Survint la guerre de 1870 et le désastre ; il fallut trouver beaucoup d'argent et faire flèche de tout bois. Il est à noter toutefois que le Gouvernement ne prit pas l'initiative de taxer le chèque, soit qu'il redoutât de violer les promesses faites, soit que le moment ne lui parût pas opportun pour apporter un obstacle, si léger fût-il, à l'emploi du chèque. Ce fut la commission du budget qui prit cette initiative ; le 20 juillet 1871, elle proposa le texte suivant : « A partir du 1^{er} décembre 1871, sont soumis à un droit de timbre de 10 centimes... 2° les chèques tels qu'ils sont définis par la loi du 14 juin 1865 dont l'article 7 est et demeure

abrogé... » Quelques députés protestèrent, rappelant la parole donnée et les services du chèque, mais le Rapporteur, Mathieu Bodet s'efforça de tranquilliser les esprits par une casuistique au fond puérile et en faisant valoir la quasi-insignifiance du droit : « Vous allez voir comment nous avons entendu respecter les engagements antérieurs : voici comment nous avons raisonné. Nous avons dit et nous reconnaissons que les titres qui se présentent sous la forme de chèque ne doivent être frappés d'aucun droit de timbre, pas plus d'un droit proportionnel que d'un droit fixe. Mais quel est le droit que nous établissons maintenant ? Messieurs, ce que je vais dire n'est pas une subtilité, mais c'est très sérieux. Le droit de quittance et le droit de timbre sur les titres se confondent-ils ? Non, Messieurs, et la preuve c'est que les titres qui sont assujettis au droit de timbre n'en sont pas moins soumis au droit de quittance s'ils n'en ont pas été expressément exemptés. Par conséquent le chèque qui a été affranchi du droit de timbre par la loi de 1865 doit, dans les conditions d'un titre qui aurait donné lieu à la perception d'un autre droit et comme les autres titres timbrés, être assujetti au droit particulier de 10 centimes, qui est un droit de quittance ». C'était plus ingénieux que convaincant ; c'est pourquoi le rapporteur s'empressait d'ajouter : « Nous avons pensé que le droit de 10 centimes, qui est un droit vraiment bien minime, ne changera nullement les habitudes. Nous avons, pour la plupart, des comptes-courants dans les Etablissements dépositaires, nous faisons chaque jour l'usage de chèques et pour moi je déclare que le droit de 10 centimes ne m'y fera pas renoncer... » (J.O. 1871 p. 2897).

C'était une application d'une maxime qui joue un grand rôle en droit pénal, comme en droit international, et que les gouvernements entendent largement : nécessité ne connaît pas de loi. L'Assemblée suivit le Rapporteur ; mais il n'y a que le premier pas qui coûte et à quelque temps de là, toujours avant l'expiration du délai de dix ans, l'on augmenta le droit de timbre sur les chèques de place à place : il fut porté à 0 fr. 20 (loi du 19 février 1874).

Par cet exemple concret, on voit que la guerre de 1870 a eu un certain retentissement sur notre législation du chèque : il est à priori évident que la longue guerre de 1914-1918 devait avoir des répercussions autrement profondes. Il ne s'agit plus, comme de 1865 à 1914, de pousser à la substitution du chèque au billet de banque pour des motifs de supériorité technique, il s'agit de défendre le franc. Toutes les personnalités qui ont joué un rôle dans l'élaboration de la loi du 14 juin 1865 préconisent l'usage du chèque à la place du billet de banque ; mais pas une n'y cherche un moyen

de sauvegarder la valeur du billet qui souvent fait même prime sur l'or, parce que plus commode. M. de Lavenay, par exemple, écrit dans son Exposé des Motifs (Mon. 7 avril 1864, p. 452) : « L'usage des chèques présente divers avantages. Il tend à accroître au profit des Etablissements de Crédit l'importance des sommes mises à leur disposition par les comptes-courants; il donne aux déposants des facilités qui leur permettent simultanément de tirer un intérêt de ces fonds, de les avoir toujours disponibles et de faire des paiements sans déplacement de numéraire.

En 1911, lors de l'élaboration de la loi sur le chèque barré, la note reste la même. Voici, par exemple, comment s'exprime M. Antony Ratier dans son rapport (J.O. 10 déc. 1911, p. 963). « En France, l'usage du chèque est peu répandu; les paiements se font surtout par numéraire et par billets, avec tous les risques de perte, de vol, d'incendie, et les difficultés et les frais de transports et de circulation. Pour n'en citer qu'un exemple, la Banque de France verse à chaque fin de mois environ 100 millions aux commerçants pour effectuer leurs paiements et le soir de l'échéance, ses garçons de recettes lourdement chargés, exposés à toutes les tentations comme à toutes les attaques, rapportent presque exactement la même somme. Les déplacements de numéraire sont évidemment aussi inutiles que dangereux. Comment donc ne pas reconnaître l'importance d'un outil comme celui du chèque, qui est susceptible de ménager la circulation matérielle de la monnaie métallique ou fiduciaire et non seulement rend ainsi des services aux intéressés mais encore peut aider puissamment au développement de la richesse publique ».

A partir de la guerre de 1914-1918, l'on insiste moins sur les mérites techniques du chèque qui sont d'ailleurs reconnus. Si plus que jamais l'on s'efforce de développer l'usage du chèque et des règlements par compensations et virements, c'est que l'on y voit un moyen d'endiguer la multiplication des billets de banque et de sauvegarder la valeur du franc. Pratiquement l'on voudrait arriver à ce que les particuliers demandent peu de billets de façon que le Gouvernement puisse en demander beaucoup, sans que l'on aboutisse à des chiffres astronomiques d'émission, ce qui entraînerait une hausse des prix à l'intérieur et une baisse de notre devise à l'extérieur.

Désormais, c'est la phrase suivante de M. Ribot, le ministre des Finances d'alors, qui va donner le la; elle se trouve dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à permettre la domiciliation des chèques, spécialement des chèques barrés : « Les circonstances actuelles imposent la nécessité de réduire, autant que possible, la circulation des billets de banque et l'Etat doit favoriser tous les modes de libération permettant aux débiteurs d'ac-

quitter leurs dettes par voie de compensation ou par tout autre jeu d'écritures, sans mouvement de numéraire. Or, parmi les procédés susceptibles de fournir à cet égard des résultats efficaces, il en est un que les pays anglo-saxons emploient journellement et qui pourrait être développé chez nous sans aucune difficulté. Il consiste, pour les banquiers sur lesquels des chèques ont été tirés, à faire acquitter le montant de ces effets par une inscription au débit de leur compte dans une banque qui en opérera la compensation » (J.O. 4 juin 1916, p. 679).

Le rapport de ce projet de loi fut, à la Chambre des Députés, confié à M. Landry qui déclara d'abord que « sans aller chercher les avantages que les particuliers peuvent trouver dans le remplacement des paiements en monnaie par d'autres modes de paiement et en se mettant au point de vue de l'intérêt national, il est clair qu'un pays qui réussirait à diminuer la quantité de numéraire en circulation rendrait ainsi disponible du métal, lequel serait employé en achats ou en placements à l'étranger ou encore pour des usages industriels; il réaliserait une économie et l'on peut dire en un sens, un enrichissement ». Délaissant ensuite les généralités, l'honorable député en vint au fait : « Il y a, dit-il, une raison d'utilité pratique et d'utilité immédiate à s'efforcer de réduire le montant des billets en circulation : c'est que cette réduction doit procurer des ressources à l'Etat ».

Au Sénat, ce fut M. Guillaume Chastenet qui fut désigné comme rapporteur. Ce sénateur n'avait qu'une confiance assez limitée dans l'efficacité de la domiciliation; c'est dans l'institution du chèque postal qu'il voyait le salut. Il disait en substance : « La Suisse a institué le chèque postal pour parer à une crise monétaire. Elle ne pouvait pas retenir l'or, les mesures législatives étant impuissantes contre les lois économiques; elle ne pouvait pas continuer à émettre des billets de banque sous peine d'aggraver le change défavorable. Le chèque postal fonctionne en Suisse depuis le 1^{er} janvier 1906, y donnant des résultats qui ont dépassé toutes les espérances » (J. O. 3 décembre 1916, p. 541).

M. Guillaume Chastenet signalait encore que l'Allemagne avait donné un statut légal au chèque postal le 1^{er} juillet 1914, à la veille de la déclaration de guerre, et il émettait le vœu que la France réalisât enfin une création qui était réclamée depuis une quinzaine d'années. Ce fut l'objet de la loi du 7 janvier 1918. On sait l'essor magnifique qu'à pris chez nous le chèque postal.

La loi du 28 août 1924, qui a pour objet d'assurer le paiement par chèque des effets de commerce, se rattache aux mêmes préoccupations que les précédentes. Dans l'exposé des motifs du projet,

il est dit que depuis plusieurs années déjà, le législateur s'est préoccupé de développer dans le commerce l'emploi du chèque en vue de réduire les besoins de numéraire et qu'il s'agit de compléter les mesures déjà prises. Cette loi a été très efficace; les banquiers estiment même qu'elle a été la plus efficace de toutes. Même souci encore dans la loi budgétaire du 31 décembre 1924, sous-section 2, dont l'intitulé est déjà significatif : mesures tendant à favoriser, par des exonérations fiscales, les règlements sans déplacement d'espèces. Ces mesures figurent à l'art. 8, ainsi libellé :

« Toute quittance de sommes réglées par voie de chèque tiré sur un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public... ou par voie de chèque postal, ou par virement en banque, ou par virement postal, est exemptée du droit de timbre de quittance, à la condition de mentionner : si le règlement a lieu par chèque, la date et le N° du chèque, ainsi que le nom du tiré... » « Nous attendons de ces mesures, dit l'exposé des motifs, une augmentation sensible des règlements sans déplacement de numéraire et, par suite, une réduction appréciable de la circulation des billets. »

C'est le même son de cloche dans la loi du 10 août 1926, tendant à augmenter la commodité et la sécurité du chèque. Voici, en effet, comment débute l'exposé des motifs :

« Au moment où on se préoccupe plus que jamais de réduire dans toute la mesure du possible la circulation fiduciaire, l'utilité du chèque n'est plus à démontrer... » L'un des rapporteurs, le député Merlant, fait écho, en écrivant : « Le chèque permet des transactions considérables sans déplacement de numéraire; son usage est donc l'un des meilleurs remèdes à employer dans les périodes où il existe une tendance à l'inflation » (J.O. 18 juin 1926, p. 353).

L'on devine sans peine que les mesures législatives édictées en matière de chèque en 1940-41 s'inspirent des mêmes conceptions. Il s'agit plus que jamais d'essayer d'endiguer le flot montant des billets de banque.

La situation à l'époque de la promulgation des lois que nous étudions était en effet alarmante du point de vue de la circulation fiduciaire.

En 1936, les billets en circulation se montaient à 86 milliards de francs, à 90 en 1937, à 93 en 1938. En janvier 1939, la circulation oscillait aux environs de 110 milliards. A la veille de la guerre elle atteignait 130 milliards, le 10 juin 1940, elle était de 174 milliards 5 millions.

A cette date, la Banque de France cessa de publier son bilan; ce silence n'était pas sans inconvénient, les rumeurs les plus pes-

simistes couraient sur le chiffre des billets et des engagements de la Banque, de telle sorte qu'il apparut finalement préférable de reprendre la publication du bilan, à l'exemple de ce qui avait été fait en Belgique, en Hollande, en Norvège et au Danemark. Il nous est nécessaire, faute de pouvoir faire le point au mois d'octobre 1940, d'anticiper sur les événements et de signaler que le 17 juillet 1941, lors de la reprise de la publication du bilan de la Banque de France, la circulation avait atteint le chiffre colossal de 239 milliards et demi.

Une telle anticipation, alors que nous voulons dépeindre la situation en octobre 1940, est légitime. En effet, il n'est pas téméraire de penser que les signes avant-coureurs de l'inflation étaient déjà perceptibles dans les milieux gouvernementaux 9 mois avant que fussent atteints les chiffres que nous venons de donner. Un seul exemple nous fera comprendre qu'il n'était pas difficile de prévoir l'avenir monétaire de notre pays : au 26 décembre 1940, les avances de la Banque destinées à régler les frais d'occupation dépassaient 72 milliards, dont la contrepartie était nécessairement des billets de banque.

D'autre part, les dépenses de l'année 1940 paraissent avoir été de l'ordre de 210 milliards et les recettes de 40 milliards seulement. Pour combler ce déficit, le Trésor devait faire appel à l'emprunt ; il était donc souhaitable pour l'Etat de voir une partie du numéraire répandu dans le pays disponible pour couvrir ces émissions.

Il n'est pas sans intérêt de mettre sous les yeux du lecteur un extrait du rapport du Conseil d'administration de la Société Générale : « En ce qui concerne notre établissement, nous avons contribué dans une large mesure, pendant l'année 1940, à assurer le succès des émissions du Trésor, soit au moyen des souscriptions recueillies par notre intermédiaire, soit par des investissements directs de notre Trésorerie. Le remploi en bons du Trésor à court terme d'une grande partie des dépôts qui ont afflué dans les caisses, explique l'accroissement à notre bilan du poste « *Portefeuille — Effets et Bons de la Défense Nationale* » qui est passé de 8.798 millions à 14.068 millions entre le 31 décembre 1939 et le 31 décembre 1940 ».

Aucun exposé des motifs ne nous renseigne avec certitude sur le rapport qui existe entre les dernières lois sur le chèque et la situation financière. Mais nous pouvons supposer, sans grand risque d'erreur, que le gouvernement aurait contresigné les déclarations que nous avons déjà lues sous les plumes de MM. Ribot, Landry, Merlant, etc...

Deux solutions s'offraient au législateur pour développer les règlements par jeux d'écritures. N'était-il pas indiqué d'emprunter à l'Amérique un instrument de paiement qui y connaît un remarquable succès sous le nom de « Chèque certifié », bien qu'il ne soit pas juridiquement un chèque ?

Sans aller jusqu'à une telle innovation, il était possible simplement d'améliorer la législation touchant le chèque ordinaire. En multipliant le nombre des comptes-courants, on doit voir se multiplier les règlements par chèque. Pourquoi même ne pas rendre obligatoires les règlements de cette nature, du moins pour les paiements importants ?

C'est, d'autre part, une idée fort répandue en France dans les milieux commerciaux, que le chèque connaîtrait une vogue plus grande si son émission sans provision était punie plus sévèrement. Il convenait certainement de modifier dans ce sens la législation pénale.

Ces divers perfectionnements du chèque ordinaire et l'amplification de son usage sont réglés par la loi du 22 octobre 1940.

Mais le Gouvernement a entendu ne rien négliger pour étendre les paiements sans déplacement de numéraire ; il ne s'est pas contenté de rajeunir la législation antérieure, il a aussi introduit le chèque certifié par la loi du 28 février 1941.

L'étude de ces deux lois que nous allons entreprendre, nous semblerait incomplète et vaine si nous n'examinions également leur portée pratique. Les résultats ont-ils répondu à l'attente des promoteurs ? En approfondissant un peu le problème, nous sommes amené à nous demander en outre si le chèque possède bien les vertus qu'on lui prête et d'autre part si les mesures législatives sont les plus aptes à généraliser son emploi.

CHAPITRE I

Les retouches à la législation en vigueur

(Loi du 22 Octobre 1940)

Section I.

LA MULTIPLICATION DES COMPTES EN BANQUE

Elle est prévue par l'art. 6 de la loi du 22 octobre 1940. On sait que depuis la loi du 18 mars 1919, modifiée par le décret-loi N° 19 du 30 octobre 1935 et complétée par deux lois du 26 juin 1920 et du 1^{er} juin 1923, tous les commerçants français ou étrangers, toutes les sociétés commerciales, même étrangères, ayant un établissement en France, doivent se faire immatriculer au registre du commerce. Or la loi du 22 octobre 1940 dispose que ces commerçants doivent désormais et en outre se faire ouvrir un compte dans une banque, dans un établissement de crédit, ou dans un bureau de chèques postaux.

Cette disposition est d'un haut intérêt et elle eut dû figurer en tête de la loi. Il faut bien comprendre, en effet, que selon l'expression de M. de Lavenay, le chèque n'est que l'instrument de service du compte-courant. Il ne peut remplir sa véritable fonction, qui est d'aboutir à des virements et à des compensations, que dans la mesure où les usagers ont des comptes en banque. Le chèque qui finit par un paiement en espèces présente encore des avantages pour le tireur et pour le tiré; mais il n'est guère qu'une source d'ennuis pour le porteur et n'a pas grande valeur économique.

Remarquons que le législateur a autorisé les commerçants à se faire ouvrir un compte, soit dans les banques ou établissements de crédit, soit à la poste. C'est qu'en effet, si le chèque postal se différencie profondément du chèque ordinaire, il offre les mêmes intérêts pour arriver à des règlements par jeux d'écritures sans manipulation de fonds. En 1938, 85,13 % du trafic total des chèques postaux ont été réglés sans emploi de numéraire. Nous sommes en droit de nous attendre à mieux encore depuis que le circuit des chèques postaux a été rattaché au circuit des banques. En effet, une loi du 17 novembre 1941, décide que le chèque postal de paiement peut recevoir un barrement spécial avant d'être présenté à l'encaissement. Le chèque postal barré ne peut être encaissé que par une chambre de compensation, le banquier désigné pouvant recourir pour l'encaissement à un autre banquier. Ainsi un particulier peut verser un chèque postal à sa banque comme il le ferait d'un chèque ordinaire.

Le commerçant qui ne se conformerait pas à l'obligation prévue par l'art. 6 de la loi du 20 octobre 1940 peut se voir condamner à une amende de 50 francs. Il s'agit là d'une amende fiscale c'est-à-dire qu'elle est véritablement de 50 francs, sans qu'il y ait lieu d'appliquer le système des décimes supplémentaires qui n'était prévu que pour les amendes pénales et qui a même disparu pour ces dernières depuis la loi du 22 juillet 1941. Autre conséquence du caractère fiscal de l'amende, c'est l'Administration — et non le Ministère public — qui doit réclamer l'application de cette sanction devant les Tribunaux civils et non correctionnels.

Le recouvrement a lieu comme en matière de timbre, c'est-à-dire qu'il présente les caractères suivants : le créancier contrevenant est tenu, personnellement et sans recours, du montant des droits, frais et amendes. Les agents verbalisateurs se voient attribuer un quart des amendes recouvrées. Ces amendes sont atteintes par la prescription biennale à partir du jour où les préposés ont été mis à portée de constater les contraventions. (Art. 88, 89 et 26 du Code du Timbre.)

La loi était imparfaite lors de sa promulgation car elle ne désignait pas les agents qualifiés pour constater les infractions. Cette lacune a été comblée, le 15 septembre 1941, par un arrêté du Ministre de l'Economie Nationale et des Finances habilitant à

cet effet les préposés des Contributions Directes et Indirectes, des Douanes et de l'Enregistrement ainsi que les fonctionnaires du Contrôle des prix.

Nous ne pouvons qu'approuver le principe de l'obligation pour tout commerçant d'avoir un compte en banque. Pour mieux assurer l'application des prescriptions légales, peut-être aurait-il été indiqué de prévoir une sanction plus sévère et surtout d'ordonner l'adjonction du N° du compte aux renseignements que tout commerçant doit remettre au greffier du Tribunal pour figurer au Registre du Commerce ainsi que la mention de ce N° dans les factures, lettres, tarifs et prospectus.

Enfin pour éviter un éparpillement des textes qui s'inspire du droit anglo-saxon dans ce qu'il a indubitablement de moins heureux, nous pensons qu'il n'aurait pas été mauvais d'intégrer le texte que nous venons d'analyser à la loi du 18 mars 1919, portant obligation pour les commerçants de s'inscrire au R.C.

Mais ce ne sont là que critiques de détail, la nouvelle loi pose un problème autrement grave : celui du contrôle des banques. Lorsque le législateur de 1898, sans rendre obligatoire les assurances contre les accidents du travail, se rendit compte qu'il allait en fait les multiplier considérablement, il se jugea obligé de réglementer strictement les compagnies d'assurance (voir l'article 27 de la loi du 9 avril 1898). Or l'Etat prend une grave responsabilité en obligeant chaque commerçant à déposer une partie de son avoir chez un banquier. Voici quelques renseignements édifiants que nous puisons dans une thèse de M. P.-H. Latouche, soutenue à Rennes en 1933, sur la réglementation de la profession de banquier : « L'épargne a subi, à partir du siècle dernier, des pertes sérieuses : le krack de l'Union générale en 1882, l'affaire retentissante de Panama en 1889, furent, parmi bien d'autres, des sources considérables de pertes d'argent. Dans la seule période de 1921 à 1925 on a vu notamment les kracks de la Banque industrielle Stéphanoise (passif 7 millions), du Crédit de France (40 millions), de la Banque du Foncier Français (58 millions), de la Banque Lyonnaise régionale de Crédit (12 millions), du Comptoir Financier pour l'Agriculture, de la Banque Nouvelle à Paris, de la Banque d'In-

dochine, etc... et il ne s'agit pas là d'une période de crise économique ».

Citons encore M. le Professeur Escarra : « Tout le monde en France peut être banquier et porter ce nom dès qu'il fait une quelconque des multiples opérations de banque. Il suffit de lire le *Bot-tin* à la rubrique : « Banques et banquiers » pour voir que la dénomination est donnée aux plus grands établissements de crédit, à des particuliers exerçant réellement la profession de banquier et à des officines inconnues ou même suspectes, ce qui crée une confusion fâcheuse dans l'esprit du public et n'est pas sans contribuer à faire naître et à entretenir une certaine méfiance à l'égard des banquiers en général ». (*Principes de droit commercial*, T. 6, p. 64).

Cet aspect si essentiel de la question, n'a pas échappé au Gouvernement et il a entrepris la réforme de l'organisation bancaire (lois des 13 et 14 juin 1941, *J.O.* 6 juillet 1941) (1). Ces lois visent d'abord les banques proprement dites et ensuite les professions connexes à la banque.

1° — *Les banques proprement dites.*

Désormais il ne sera plus possible à n'importe qui ou presque, de se dire banquier. L'art. 1^{er} définit, en effet, les banques comme des « Entreprises ou établissements qui font profession habituelle de recevoir du public, sous forme de dépôts ou autrement, des fonds qu'ils emploient pour leur propre compte en opérations de crédit ou en opérations financières ». On estime que sur le millier d'entreprises dites bancaires disposant en France d'environ 6.000 guichets, il est probable qu'il n'y a pas dans le secteur privé, plus de 600 banques véritables, totalisant 4.000 guichets répondant à la définition de la nouvelle loi bancaire (*Journal de la Bourse*, Le cadre de l'activité bancaire, 5 juillet 1941).

Les banques proprement dites sont soumises à une réglementation assez complexe. Divers comités sont créés : comité d'organisation composé de 6 membres au plus, choisis par le ministre des

(1) Voir deux commentaires de ces lois, l'un de M. le professeur ESMEIN dans la *Gazette du Palais* 1941.2. p. 18 ; — l'autre de M. le professeur CABRILLAC, dans la *Semaine Juridique* du 31 décembre 1941.

finances parmi les banquiers, administrateurs ou directeurs de sociétés de banque; commissions de contrôle composées du Gouverneur de la Banque de France, Président, du directeur du Trésor au ministère des Finances ou du président du Comité d'organisation. Un commissaire du Gouvernement assiste aux séances de ces deux comités. Enfin une association professionnelle unique groupe toutes les banques proprement dites et fait appliquer par ses membres les décisions des comités précités; elle étudie en outre les questions relatives à la profession.

Ce serait sortir du cadre de cette étude que d'entrer dans le détail des obligations des banques et des pouvoirs et devoirs du Comité. Il suffira de dire que le caractère dominant de la réforme bancaire, c'est que la nouvelle loi s'en remet aux intéressés eux-mêmes du soin d'organiser la profession et d'appliquer avec toute la souplesse désirable les mesures de rationalisation qui s'imposent; elle fait confiance aux organismes professionnels pour trouver les solutions justes. L'Etat contrôle et arbitre, mais sans intervenir directement ou indirectement dans la vie et l'activité des entreprises.

C'est une formule excellente et l'on peut espérer qu'elle donnera des fruits. On est en face de questions qui ont déjà été très étudiées et qui ont reçu à l'étranger des solutions ingénieuses et souvent excellentes. La tâche des comités précités en sera grandement facilitée et il devrait être possible de la mener à bonne fin dans un bref délai. Le remboursement des dépôts devrait être assuré en toute hypothèse, grâce peut-être à une Caisse de garantie, ou mieux à la solidarité des banquiers comme cela existe chez les agents de change.

2° — *Les Etablissements connexes.*

En marge des banques proprement dites, il existe toute une série d'établissements qui font des opérations analogues. L'art. 26, al. 2 de la loi, range dans cette catégorie les entreprises qui :

- a) servent de commissionnaires, de courtiers ou d'intermédiaires dans les opérations portant sur les valeurs mobilières et les fonds d'Etat, les effets de commerce ou les effets publics;

- b) effectuent des opérations de crédit à court terme ou à moyen terme et des opérations de change;
- c) escomptent, prennent en nantissement ou encaissent des effets de commerce, des chèques ou des effets publics.

Ces entreprises relèvent plus ou moins étroitement des mêmes organismes que les banques proprement dites, avec des nuances selon diverses hypothèses, de sorte que l'unité de commandement se trouve assurée.

Notons que la loi ne concerne pas l'agent de change ni les établissements de crédit hypothécaire, qui recevront une charte spéciale, mais elle vise les auxiliaires des professions bancaires et boursières qui ne peuvent exercer leur activité sans avoir été agréées par le Comité d'organisation. On est en face d'une reviviscence, qui était par certains côtés désirable, du régime corporatif. Elle a été généralement bien accueillie par la doctrine. Voici quelques extraits de la conclusion de l'article très complet que lui a consacré M. Henry Cabrillac dans la *Semaine Juridique* du 31 décembre 1941 :

« ...Il convient de louer d'abord le législateur d'avoir laissé aux spécialistes du Comité d'organisation l'autorité nécessaire pour perfectionner la technique du crédit et pour réglementer les opérations bancaires. La loi se borne, en effet, à nous donner les règles indispensables pour la protection aussi bien du public que de la profession. Mais elle a sagement évité, le plus souvent, d'enfermer dans des formules trop rigides une activité qui plus que toute autre exige d'une part chez le professionnel le libre jeu de l'initiative individuelle, d'autre part chez le client, l'adhésion d'une confiance personnelle. Répudiant les formules du contrôle direct le législateur a tenté d'apporter des solutions nouvelles au problème en réformant la profession par un juste équilibre entre la discipline corporative et l'autorité étatique... Il faut aussi louer le législateur d'avoir associé dans sa réforme l'ensemble des professions touchant au crédit et au marché financier et de les avoir soumises à une autorité et à une direction communes : les intérêts généraux de l'économie nationale et de l'épargne l'exigeaient également... (Les imperfections de détail) ne doivent pas nous faire oublier en tous cas les mérites d'une œuvre à la fois sage et hardie dans ses réalisations. »

Section II

LE COURS FORCÉ DU CHÈQUE

Le réseau des comptes en banque se trouvant renforcé, il convenait également d'augmenter la circulation du chèque.

Déjà l'art. 66 de la loi du 26 mars 1927 prévoyait que : « Les dépenses de services, transports, fournitures, travaux pour le compte de l'Etat et des départements dépassant la somme de 3.000 frs, seraient obligatoirement payées par virement, soit à un compte courant postal, soit à un compte ouvert chez un comptable du Trésor ou dans une banque ». Signalons aussi un décret du 11 février ainsi conçu : « Les créances de l'Etat et ses dépenses aux colonies peuvent être réglées par virement au-dessus de 2.000 ou de 3.000 francs par arrêté des chefs des colonies. »

La loi de 1940 est dans le même esprit, mais elle est plus complète. En effet, elle vise non plus seulement les dépenses de l'Etat, mais tous les règlements supérieurs à 3.000 francs, qu'ils émanent de l'Etat, des collectivités publiques, des établissements publics, des services concédés ou même de simples particuliers ou de personnes morales. A la liste de l'art. 66 de la loi de 1927, sont ajoutés les paiements des traitements et salaires (ce qui fait double emploi, nous semble-t-il, avec les paiements de services que la loi prévoit également) et surtout les paiements de loyers. Or il existait encore un grand nombre de propriétaires qui n'acceptaient pas d'être payés par chèques, qui exigeaient des billets. Désormais ce ne sera plus possible. Les quittances n'auront plus à être timbrées si elle contiennent les mentions prévues par la loi du 31 décembre 1924. Le bénéfice de l'immunité de timbre devrait profiter aux locataires.

Il est assez commun d'entendre dire que la loi est facile à tourner par le fractionnement des paiements en tranches de 3.000 francs. Cela est exact et inévitable en ce qui concerne les sommes minimales, mais inexact pour ce qui est des gros versements.

Tous les grands établissements de crédit reconnaissent que les règlements par jeux d'écritures ont sérieusement augmenté.

Le chèque obtient donc, à côté du billet de banque, cours légal et même cours forcé puisque, non convertible en or, il ne peut être refusé par le créancier dans les hypothèques envisagées par la loi. D'heureuses dérogations sont cependant prévues.

Tout d'abord, les animaux achetés à la ferme ou sur les champs de foire peuvent être payés en billets. Sage disposition, car il n'est pas bon de heurter de front les habitudes campagnardes ni de provoquer la mauvaise humeur des paysans en exigeant d'eux des formalités qui ne paraissent que des tracasseries, surtout lorsque le pays entier attend de leur effort et de leur compréhension la possibilité de vivre.

Une autre dérogation est ainsi conçue : « La présente disposition n'est applicable ni aux règlements à la charge des personnes qui sont incapables de s'obliger par chèque, ou auxquelles il est interdit de se faire ouvrir en France un compte en banque ou un compte-courant postal ».

Ce deuxième paragraphe appelle quelques explications : malgré son caractère d'apparence générale, il ne vise que quelques situations exceptionnelles. En effet, les personnes incapables de s'obliger par chèque ou de se faire ouvrir un compte de dépôt sont, dans la majorité des cas, également incapables d'effectuer un paiement.

Prenons le cas de l'aliéné : s'il est interdit, il ne peut effectuer aucun acte patrimonial ; s'il est libre, dans un intervalle lucide il peut tirer un chèque et effectuer un paiement ; dans le cas contraire, il ne peut faire ni l'un ni l'autre ; enfin s'il est interné, mais non interdit le Tribunal est maître, suivant les circonstances, de valider ou d'annuler ses actes ; il est probable que le juge appliquera des solutions identiques, qu'il s'agisse d'un paiement en espèces ou par chèque. Même solution pour le failli, qui pendant la durée du dessaisissement, ne peut tirer un chèque, et qui ne peut non plus effectuer un paiement. Le commerçant en liquidation judiciaire doit se faire autoriser par son liquidateur à tirer un chèque comme à effectuer un versement. Le mineur émancipé, enfin, peut précisément tirer un chèque dans la mesure où le paiement est un acte d'administration, c'est-à-dire dans la mesure où il est capable de s'obliger.

Cependant il est des cas où la règle du paiement par chèque ne peut jouer, alors que le règlement en espèces est possible. C'est d'abord celui de tous les individus ou de toutes les personnes morales dont les comptes en banque sont bloqués et qui cependant peuvent ou doivent effectuer des paiements; tels sont les Israélites en zone occupée et les ressortissants de certains pays.

Peut-être le législateur n'avait-il que ce cas en vue; il en est d'autres. Celui du mineur non émancipé, lorsqu'il effectue un acte qui lui est interdit et que la sanction de cette interdiction n'est pas l'annulation, mais la rescision pour lésion. On dit souvent que le mineur n'est pas tant incapable de s'obliger que d'être lésé. Or le mineur ne peut avoir de compte en banque; l'obliger à payer par chèque serait lui retirer la faveur que le législateur, en 1804, lui a consentie.

Que penser de la femme mariée non commerçante? Théoriquement, aucun problème ne se pose à son sujet; elle peut toujours avoir un compte en banque et s'en servir, soit dans le cadre de la loi du 13 juillet 1907, si elle exerce une profession séparée, soit sur ses revenus ou pour effectuer des actes d'administration, si elle est séparée de biens, soit sur ses paraphernaux, si elle est dotale, et dans tous les cas, pour l'exercice du mandat domestique. Mais en pratique, chacun sait qu'il lui est impossible de se faire ouvrir un compte sans l'autorisation de son mari. Il faudra donc, soit qu'un texte intervienne obligeant les banques à accepter les clients, soit que l'administration admette que la femme mariée est en fait à ranger dans la catégorie des personnes « incapables de se faire ouvrir en France un compte en banque ».

La loi de 1940 est remarquable non seulement parce qu'elle rend obligatoire l'usage du chèque en de nombreux cas, mais parce que le chèque qui se voit ainsi conférer cours forcé n'est pas le chèque ordinaire, mais le chèque barré.

C'est que, en France du moins, le barrement est toujours apparu surtout comme un facteur de compensation et de virements, alors qu'en Angleterre, il se présente principalement comme un facteur de sécurité. Dans ce pays, en effet, par suite des habitudes, les chèques ordinaires ne sont pas plus réglés en espèces que les chèques barrés: presque tous se règlent par des inscriptions de débit et de crédit.

Il importe d'ailleurs de noter qu'en France le chèque barré peut être payé en espèces : d'abord au banquier présentateur s'il le demande, ensuite même au bénéficiaire dans certaines hypothèses. Ainsi en décide l'article 38 du décret-loi du 30 octobre 1935, pris en conformité du projet de loi uniforme signé par les délégués de la France à Genève en 1931. « Un chèque à barrement général ne peut être payé par le tiré qu'à un banquier ou à un client du tiré. Un chèque à barrement spécial ne peut être payé par le tiré qu'au banquier désigné ou si celui-ci est le tiré, qu'à son client ». Ces dispositions ont été introduites à la suite des observations des délégués de certains pays, comme l'Italie, où le chèque n'est pas encore bien entré dans les habitudes et où l'on craignait de rebuter les porteurs. Il n'en reste pas moins que le chèque barré peut aboutir à un paiement en espèces, ce qui va à l'encontre du but recherché. En fait, c'est sans doute assez rare, mais c'est une possibilité.

Il y avait deux moyens, tous deux très en faveur dans de grands pays étrangers, de couper court à cette possibilité. C'était d'introduire dans notre législation la clause anglaise « account payee » ou mieux encore le chèque de virement.

La clause « account payee » a été très bien étudiée par M. Jacques Borduge (Le statut du chèque barré dans le droit anglo-américain et dans les conventions de Genève 1931, p. 83 et suiv. Sirey 1938). « Pendant ces dernières années, écrit-il, un usage, que la législation anglaise n'a pas jusqu'ici consacré, est venu apporter au « crossing » la mention « account payee ». M. Jacques Borduge reproduit ensuite les explications de la clause données par l'éminent spécialiste qu'était Sir Mackenzie Chalmers et aussi par M. Gutteridge, le délégué anglais à la Conférence de Genève de 1931 et il conclut : « Si attentivement qu'on lise ces explications, il ne semble pas qu'elles permettent de se faire une idée claire de la clause « account payee ». Sans doute, on sait comment elle s'effectue, mais on n'aperçoit pas bien quelle est sa portée ».

Après examen, nous estimons qu'elle est surtout, comme le barrement d'ailleurs, un facteur de sécurité, mais que pratiquement elle joue le rôle de la clause « nur zur Verrechnung » du droit allemand, c'est-à-dire qu'elle transforme le chèque barré en un chèque de virement. C'était le sentiment de M. Fischel, délégué alle-

mand à la Conférence de la Haye de 1912 : il disait qu'il n'était pas dans ses intentions de rechercher lequel était préférable du barrement ou de la clause « à porter en compte ». Il relevait cependant certains défauts du chèque barré et notait qu'en Angleterre même on était en train de l'amender, en insérant entre les barres la mention « account payee » qui produisait les mêmes effets que la clause allemande.

Les auteurs du décret du 22 octobre 1940 auraient été bien inspirés, croyons-nous, en instituant le chèque de virement et en dispo-sant que les paiements en question se feraient par cet instrument. Dans un ouvrage récent, M. Maurice Texier, ingénieur civil des Mines, a fort bien montré les avantages de ce chèque qui aboutit forcément à des règlements par jeux d'écritures (1).

En 1912, à la Conférence de La Haye, l'un des délégués de la France, M. Ernest Picard, sous-gouverneur de la Banque de France, déclarait : « Les banques françaises ont le vif désir de faciliter et de développer les règlements par écritures. Elles s'efforcent déjà d'utiliser dans ce sens le chèque barré et il faut espérer que le chèque avec la mention « à porter en compte » pourra également être employé par elles » (Deuxième Conférence de La Haye — Actes, T. II, p. 167, La Haye 1912).

Section III

LA RÉFORME DE LA RÉPRESSION DE L'ÉMISSION DE CHÈQUE SANS PROVISION

§ 1. — Historique.

Bénéficiant d'avantages fiscaux par rapport aux effets de commerce le chèque est sujet, par contre, en cas d'irrégularités, à de nombreuses amendes fiscales : 6 % du montant du chèque avec

(1) *Le chèque de virement*, SIREY, 1929.

minimum de 100 francs pour absence de lieu, de date, d'émission, au cas de fausse date, *d'absence de provision*; 50 francs pour délivrance de chèque en blanc sans nom du tireur, défaut d'acquit ou acquit non daté, défaut de timbre (chèques sur place); 6 % pour défaut de timbre (chèques de place à place).

Ces pénalités fiscales ne paraissaient sans doute pas suffisantes au Gouvernement de 1865 puisque le projet édictait en outre « les peines de l'art. 405 du Code pénal contre l'émission d'un chèque faite de mauvaise foi sans provision préalable ». Mais la Commission trouva ces dispositions dangereuses et inutiles. « En effet, disait son rapporteur Darimon, ce qu'on veut, c'est inspirer confiance au public dans ce mode de paiement pour l'amener à l'utiliser largement; si le porteur trouve évidemment une garantie, en ce sens que son paiement sera plus assuré, quels dangers et quelles menaces pèsent sur le tireur ? ». Et la Commission s'apitoie sur le cas du tireur de bonne foi qui sera nécessairement poursuivi. « Il n'y aura probablement pas de suite, dans la plupart des cas, mais cette éventualité d'être appelé devant le juge d'instruction ne fera-t-elle pas hésiter beaucoup de commerçants à employer un instrument de paiement aussi dangereux ? ».

Toute répression pénale spéciale fut donc écartée, d'autant qu'il semblait que l'article 405 du Code pénal était de nature à viser les cas graves d'émission sans provision ou le retrait de provision. Mais il n'en était rien. En effet dans l'un comme dans l'autre de ces deux cas, il n'y a presque jamais escroquerie. Les Parquets essayèrent bien de faire tomber ces faits sous le coup de l'art. 405 en faisant observer que la remise même du chèque constituait une prise de fausse qualité (celle de créancier d'un banquier) ou même une manœuvre frauduleuse. Mais la jurisprudence se refusa toujours à suivre le Ministère Public sur ce terrain. En effet la qualité est le titre auquel une personne a droit en raison de sa naissance, de sa fonction ou de sa profession, la qualité de créancier n'existe donc pas. Pour ce qui est des manœuvres frauduleuses, « elles doivent nécessairement corroborer des allégations mensongères, leur donner une consistance extérieure, leur fournir une autorité et une force probante indépendantes des affirmations personnelles de l'auteur de la fraude ».

(Garçon C. pén. annoté art. 405, n° 16) — ce qui n'est pas le cas de la remise d'un chèque. Bien mieux, alors même que la remise du chèque aurait été entourée de véritables manœuvres, l'application de l'art. 405 n'aurait encore pas été possible, car l'emploi de ces moyens n'aboutissent pas à la remise de fonds, meubles, obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges. Le tireur cherche, en effet, presque toujours à solder une dette antérieure, et le bénéficiaire n'appose sa signature valant déchargé qu'au moment du paiement par le banquier, c'est-à-dire, dans le cas d'un chèque non provisionné, jamais.

Le chèque resta donc longtemps sans protection pénale. Mais nous avons vu que ses mérites réels ou supposés dans la lutte contre l'inflation, attirent assez régulièrement l'attention du législateur sur son cas lors des périodes de crise. C'est ce qui ne manqua pas de se produire pendant la Grande Guerre.

Après le rejet d'une proposition Hesse-Honorat assez imparfaite, le texte suivant fut adopté le 2 août 1917 : « Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou retiré après l'émission tout ou partie de la provision est passible d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. » Pour des raisons qui ne sont pas certaines, peut-être la croyance que dans ce cas le tireur serait le plus souvent de bonne foi, le législateur n'avait pas prévu le délit d'émission de chèque avec provision insuffisante. La jurisprudence se refusa dans la majorité des cas à interpréter extensivement un texte répressif et laissa cette fraude impunie. Toutefois, pour ce qui est du blocage de la provision, également omis par le législateur, elle adopta une autre attitude. Dans un arrêt célèbre, rendu dans une affaire Citroën-Descors (1), la Chambre civile de la Cour de Cassation assimila le blocage au retrait de la provision, solution d'autant plus curieuse que le chèque étant alors analysé en un mandat il était logique d'en admettre la révocation.

La loi de 1926 devait combler, à l'occasion d'une nouvelle crise monétaire, naturellement ! les lacunes de sa devancière. Mais

(1) Cas. civ., -31 mars 1922, *Gaz. Pal.* 22-1-581.

il nous faut signaler, au passage, un projet de M. le député Valude déposé sur le bureau de la Chambre le 17 décembre 1920. Ce projet ne fut pas adopté; il contient une aggravation sensible des peines et son article premier dont nous aurons l'occasion de reparler est ainsi conçu: « Quiconque procèdera à l'émission d'un chèque sans provision préalable et disponible ou au retrait de la provision après délivrance du chèque, est présumé avoir agi de mauvaise foi, il lui sera néanmoins possible d'apporter, le cas échéant, la preuve contraire. »

La loi du 12 août 1926 compléta celle de 1917 en visant expressément le cas de blocage de la provision, celui de la provision insuffisante et en aggravant les pénalités qui devenaient celles de l'escroquerie.

Le décret-loi du 30 octobre 1935 codifiant le droit du chèque reproduit la loi du 12 août 1926 sans y apporter de modification substantielle.

Par contre, un décret du 24 mai 1938 contient d'assez nombreuses innovations. Il est incorporé au décret-loi de 1935. C'est sur l'article 66 de ce décret que s'appuie actuellement la répression des délits en matière de chèque.

L'émission de chèque sans provision, ou avec provision insuffisante, le retrait ou le blocage de provision effectués de mauvaise foi sont punis d'un emprisonnement de *1 an au moins* à 5 ans au plus et d'une amende égale au moins au montant du chèque. Ces peines sont applicables au bénéficiaire qui a accepté le chèque en connaissance de cause. Cette disposition d'allure sévère est très heureuse et vise à réprimer une pratique des usuriers. Ceux-ci se faisaient remettre, le plus souvent par des mineurs, des chèques postdatés et rétablissaient ainsi à leur profit la prison pour dette.

En outre, l'article 66 du décret-loi du 24 mai 1938 décide que la contrefaçon ou la falsification d'un chèque, ainsi que l'acceptation en connaissance de cause d'un chèque contrefait ou falsifié sont correctionnalisés et passibles d'un emprisonnement de 1 à 10 années et d'une amende d'au moins 1.000 francs sans que celle-ci puisse être inférieure au montant du chèque. De plus, cer-

taines déchéances, telles que celles des droits de vote, du port d'armes, d'exercer une fonction publique, peuvent être prononcées par le juge et doivent nécessairement l'être en cas de récidive. Sur ce sujet de la récidive, soulignons que l'article 66 décrète que toutes les infractions qu'il vise sont considérées au point de vue de la récidive comme un même délit. Or la récidive correctionnelle est spéciale (art. 58 du Code Pénal).

Le décret de 1938 se signale surtout par l'aggravation des pénalités qu'il prévoit et par les libertés qu'il prend avec certains grands principes du droit (confusion pour la récidive de délits de nature différente, correctionnalisation du crime de faux et encore possibilité, que nous n'avons pas à envisager ici, d'exercer l'action civile pour obtenir réparation d'un préjudice qui n'a pas sa cause dans le délit lui-même).

La loi du 22 octobre 1940 est encore plus sévère, puisqu'elle supprime la possibilité pour le juge d'appliquer les circonstances atténuantes et le sursis dans la répression de l'un quelconque des délits visés à l'article 66; elle établit aussi dans certains cas une présomption de mauvaise foi exorbitante du droit commun à l'encontre de l'émetteur d'un chèque sans provision.

§ 2. — L'art. 4 de la loi du 22 octobre 1940.

Voici le texte de cet article: « L'article 463 du Code Pénal et les articles 1 à 4 de la loi du 26 mars 1891 sur l'atténuation des peines ne sont pas applicables aux infractions visées à l'article 66 modifié du décret du 30 octobre 1935. Pour l'application des peines prévues au premier alinéa de l'article 66 modifié du décret du 30 octobre 1935, est présumé de mauvaise foi, l'émetteur d'un chèque sans provision suffisante qui n'a pas constitué ou complété la provision dans un délai de cinq jours à compter de la remise de la lettre recommandée avec accusé de réception à lui adressée à cet effet par le tiré ou par le bénéficiaire. »

La rédaction de cet article appelle d'abord quelques critiques de pure forme.

Ce n'est pas l'article 66 modifié du décret du 30 octobre 1935 qu'il fallait viser, mais celui de la loi du 14 juin 1865 complétée et modifiée par les décrets du 30 octobre 1935 et 24 mai 1938.

L'expression : « l'émetteur d'un chèque sans provision suffisante qui n'a pas constitué ou complété la provision dans un délai... » n'est pas très claire ni homogène. C'est ainsi que dans un article signé H. V. et paru dans la *Semaine Juridique* du 19 avril 1941, l'auteur se demande si le législateur a entendu viser seulement le cas de la provision insuffisante ou si la présomption de mauvaise foi doit être étendue au défaut de provision. Le « problème » que soulève M. H. V. n'est qu'une subtilité et dans le manque d'homogénéité même du texte qui parle immédiatement de provision complétée ou *constituée* nous trouvons la réponse; la disposition a évidemment le sens le plus général. Encore que la critique soit peu grave, il aurait été préférable que la loi n'y donnât pas prise.

Nous allons maintenant étudier chacun des deux paragraphes de l'article 4.

A) Le premier vise la suppression des circonstances atténuantes et du sursis. Cette disposition qui cadre mal avec l'ensemble de notre droit pénal avait déjà été prévue en la matière par une proposition de loi déposée le 5 février 1925 par le député Eug. Frot (Proposition n° 1192).

C'est une idée récente que d'exclure les circonstances atténuantes et le sursis pour des peines graves en dehors de la récidive; elle date du décret-loi du 2 mai 1938 sur la police des étrangers (art. 13, modifié par le décret du 24 juin 1939). Cette législation révèle une tendance à considérer le droit criminel davantage dans son aspect social; on a volontairement négligé les intérêts individuels de ceux qui utilisent le chèque, et on semble se désintéresser de la fonction réformatrice de la peine. Entre la conception rigide de la peine, qui ne tient aucun compte de tous ces détails particuliers à chaque espèce qui font qu'il n'y a pas deux infractions vraiment identiques, et la conception souple, mais qui offre le danger de l'arbitraire, de notre ancien droit, le Code Pénal avait trouvé un heureux compromis. Il est permis de douter que ce soit un progrès de l'abandonner.

Ces objections seraient fort affaiblies si, du moins, le but social devait être atteint, si la peine devait être à ce point intimidante

qu'elle pût pratiquement supprimer le délit et créer ainsi la confiance dans le chèque. Mais nous doutons qu'il doive en être ainsi. Comme l'a écrit M. le professeur Lebreton : « Cette législation révèle une tendance à placer la lutte contre la criminalité beaucoup moins sur le plan individuel, davantage sur le plan social. En cela on doit l'approuver. Malgré tout il ne semble pas qu'on puisse édicter des mesures d'intérêt social, si larges et si impérieuses soient-elles, sans les nuancer dans le détail de leurs applications individuelles... Toute adaptation soignée des peines renforce dans les masses la croyance désirable en la Justice... N'oublions pas que la base même de notre législation positive française est un code sévère et que les circonstances atténuantes en sont le complément à peu près indispensable. » (1)

Il est encore un autre motif qui nous fait désapprouver cet automatisme des peines. La France possède un corps de magistrats dont elle s'est appliquée avec succès à élever le niveau et qui sont remarquablement compétents et consciencieux. Ce n'est pas les utiliser au mieux de l'intérêt général que de réduire leur rôle à celui d'une machine. D'ailleurs le juge lui-même ne voit pas d'un bon œil cette limitation de ses pouvoirs. Acceptera-t-il de devoir condamner un émetteur de chèque sans provision relativement digne d'intérêt, plus sévèrement qu'un escroc ? Ne cherchera-t-il pas à marquer son indulgence par une interprétation large de la bonne foi, seule porte de sortie qui lui reste ouverte ? Et ne verra-t-on pas, une fois de plus, comme en matière d'émission de fausse monnaie ou récemment encore de bigamie, l'extrême sévérité de la répression aboutir en fait à un adoucissement ?

Nous ne sommes pas loin de penser qu'il y a presque unanimité dans la doctrine comme dans la magistrature à désapprouver la réforme du paragraphe 1^{er} de l'art. 4 de la loi du 22 octobre 1940. Comment expliquer qu'elle ait été cependant édictée ? C'est que l'opinion publique, assez mal informée, était d'un avis tout différent.

(1) *La Semaine Juridique*, 19 avril 1941.

Dans le *Journal de la Bourse* du 26 avril 1941, M. René Fry avait fait paraître un article intitulé : « Comment répandre l'emploi du chèque. » Des lecteurs se mirent en rapport avec lui et dans le *Journal de la Bourse* du 7 juin suivant, il nous livre leurs suggestions dans un nouvel article : « Comment répandre l'emploi du chèque — ce qu'en disent nos lecteurs. » « C'est surtout la question législation répressive qui a fait l'objet des lettres de nos correspondants. Ils la trouvent insuffisamment rapide et trop peu sévère. » M. René Fry cite alors des extraits de deux lettres : l'une émane d'une haute personnalité du monde industriel ; l'autre émane d'un juriste.

L'industriel écrit : « Les tendances et les conclusions de votre article sont parfaitement orthodoxes ; mais je crois que la seule chose vraiment capitale en matière de diffusion du chèque est de frapper impitoyablement les émetteurs de chèque sans provision. C'est la méthode qui a été suivie en Angleterre et en Amérique et elle a suffi dans ces pays, pour résoudre complètement le problème. Je crains qu'à rechercher des solutions trop complètes et trop parfaites, on passe à côté du sujet, en risquant de sous-estimer l'élément principal. »

Quant au juriste, il est du même avis, mais se montre plus précis : « Une bonne solution à joindre à celles que vous préconisez serait l'assimilation du chèque sans provision au flagrant délit. Pour un chèque impayé, jugement et condamnation immédiats ; plus de perte de temps scandaleuse pour faire interroger le prévenu au commissariat, renvois d'audience en audience, effets de manche des avocats, sursis et créancier lassé et dupé. Quand cette méthode serait connue des gangsters, cela se saurait vite et il n'y aurait plus d'erreurs d'additions. »

Le titre de juriste n'est pas protégé en droit français, sans quoi l'auteur de ces dernières lignes se le verrait sans doute retirer pour traiter d'un sujet en ignorant un texte capital : le sursis n'est plus possible. Il y aurait bien aussi quelques réserves à faire sur sa conception « *dynamique* » de la répression, mais on peut approuver, en principe, son désir de la voir plus rapide. Une accélération notable de la procédure dans la limite où elle est compatible avec la bonne administration de la justice, serait plus efficace que l'aggravation des peines.

La réponse de l'« industriel » est fort intéressante, car elle nous présente l'argument le plus classique et le moins exact, celui de l'exemple anglo-saxon. Il est exact qu'en pratique la répression est plus sévère en Angleterre et en Amérique qu'en France dans tous les domaines. Mais nul ne soutient que la criminalité soit plus forte en France qu'outre-Manche et outre-Atlantique. Pourquoi faudrait-il tirer des conclusions différentes lorsqu'il s'agit d'émission de chèque sans provision ? D'autant, pour ne parler que de l'Angleterre, que le simple fait d'émettre un chèque sans provision *n'est pas punissable* alors qu'il l'est chez nous.

Il est en effet nécessaire, d'après le Larceny Act de 1861, sect. 88, que la remise du chèque constitue de « false pretences » et fasse obtenir de l'argent, de la marchandise, ce qui est, nous l'avons vu, exceptionnel. Le blocage, l'insuffisance de la provision ne relèvent *jamais* du droit pénal. Ces deux « délits » sont pourtant excessivement rares en Grande-Bretagne, il faut croire que la répression non seulement est insuffisante à assurer la sécurité du chèque, mais qu'elle n'est même pas nécessaire. Enfin, le public abusé par les mots *hard labour*, qu'il assimile faussement à travaux forcés, ignorant complètement cette sorte de sursis qu'est la « probation », s'est forgé une idée terrifiante et inexacte de la sévérité du droit anglais en matière de chèque.

Dans la limite où la législation pénale peut contribuer à la diffusion du chèque, les mesures à prendre étaient plutôt une accélération de la procédure et une meilleure publicité des sanctions encourues. On aurait pu mettre en pratique la proposition de loi Valude qui prévoyait l'obligation de porter sur la couverture des carnets de chèques le texte de l'art. 66 de la loi du 14 juin 1865. Une telle mesure a été prise en Belgique le 25 mars 1929; une mention de même nature figure sur les billets de banque et sur les titres d'alimentation.

B) Pour assurer une répression plus certaine, l'article 4 a, dans son second paragraphe, institué, dans certains cas, une présomption de mauvaise foi contre le tireur. La jurisprudence était-elle donc si libérale qu'il ait fallu infliger une telle entorse aux principes juridiques ? Ou a-t-on craint, comme nous l'indiquons plus

haut, que l'impossibilité où elle se trouverait d'appliquer les circonstances atténuantes et le sursis ne la rende plus indulgente dans l'appréciation de la bonne et de la mauvaise foi ?

Deux conceptions sont possibles. On peut proposer de la mauvaise foi une définition subjective supposant l'intention de nuire ou au contraire une définition objective où la mauvaise foi se confondrait chez le tireur avec la connaissance du défaut de provision.

C'est à cette deuxième conception, la plus sévère, que s'était ralliée la jurisprudence qui ne voyait d'excuse ni dans la volonté bien établie de se couvrir avant le paiement, ni dans l'accord entre le tireur et le bénéficiaire. (Voir des arrêts concordants de la Chambre criminelle de la Cour de Cassation des 29 juillet 1932, *Gaz. Pal.* 1932-2-655; 27 avril 1934, *Gaz. Pal.* 1934-2-62; 31 juillet 1936, *Gaz. Pal.* 1936-2-655; 3 mai 1939, *Gaz. Pal.* 1939-2-247.) Et c'est encore d'après la théorie objective que la mauvaise foi était pesée en matière de retrait et de blocage de provision. (Cas. crim. 1^{er} août 1929 et 20 juin 1936, *Gaz. Pal.* 1929-2-584 et 1936-2-179.) Le Ministère Public ayant constaté le fait du défaut, de l'insuffisance, du retrait ou du blocage de la provision concluait à la mauvaise foi du tireur et c'était en fait à ce dernier à prouver sa bonne foi.

Puisque la nouvelle législation n'est pas plus sévère que ne l'était la jurisprudence, certains en ont voulu conclure qu'elle est au contraire plus douce. En effet, c'est au jour de l'émission que se plaçait la Cour de Cassation pour juger de la mauvaise foi. (Cas. crim. 27 avril 1934; 18 fév. 1936, *Gaz. Pal.* 1936-1-587.) Or d'après une certaine interprétation de la loi nouvelle, le tireur aurait un délai pour constituer ou compléter la provision et il ne tomberait sous le coup de la loi pénale qu'après mise en demeure.

Cette interprétation bienveillante du texte qui ne cadre nullement avec les tendances actuelles et avec les dispositions qui l'entourent a été rejetée par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 8 janvier 1941 (*Semaine Juridique* 19 avril 1941). Il est intéressant d'en reproduire le dispositif.

Bourla contre M. P.

« La Cour,

« Considérant qu'en cause d'appel Bourla réclame le bénéfice de la loi du 22 octobre 1940, art. 4, aux termes de laquelle est présumé de mauvaise foi l'émetteur d'un chèque sans provision suffisante qui n'a pas constitué ou complété provision dans un délai de cinq jours à compter de la remise de la lettre recommandée avec avis de réception à lui adressée à cet effet par le tireur ou le bénéficiaire; que Bourla soutient que la loi du 22 octobre 1940 pose ainsi en principe que le tireur doit être considéré comme étant de bonne foi jusqu'à l'expiration du délai de cinq jours qui suit la mise en demeure de compléter la provision, qu'elle édicte une règle nouvelle moins rigoureuse pour l'inculpé que les règles antérieures; qu'elle doit, par suite, être appliquée rétroactivement...

« Mais considérant que la loi du 22 octobre 1940 n'a pas le sens que Bourla lui attribue; qu'elle ne signifie pas que le tireur d'un chèque insuffisamment provisionné doive obligatoirement, aussi longtemps qu'il n'a pas été mis en demeure de compléter la provision et qu'il ne s'est pas écoulé depuis cette mise en demeure un délai de cinq jours, être considéré comme étant de bonne foi; que trop souvent cette présomption de bonne foi serait en contradiction flagrante avec l'évidence des faits;

« Qu'une telle présomption aurait pour conséquence directe d'encourager trop de débiteurs imprudents ou malhonnêtes à tirer sciemment des chèques démunis de provision, dans l'espérance qu'en attendant la mise en demeure et l'expiration des cinq jours, un miracle rétablirait leurs finances; que le législateur n'a évidemment pas voulu cette conséquence et que, au contraire, il a entendu punir avec une sévérité accrue les tireurs de chèques sans provision, puisque la même loi du 22 octobre 1940 interdit aux juges, lorsqu'ils les reconnaissent coupables, de les faire bénéficier des circonstances atténuantes et du sursis.

« Considérant que la loi du 22 octobre 1940 n'a en réalité apporté qu'une modification aux règles ordinaires de la preuve;

qu'à l'ordinaire en effet il appartient à l'accusation de faire la preuve de la mauvaise foi du prévenu; que par dérogation à ce principe la loi du 22 octobre 1940 déclare que lorsque le tireur aura été mis en demeure de compléter la provision et qu'il se sera écoulé un délai de cinq jours depuis cette mise en demeure, le tireur sera, dans ce cas exceptionnel, frappé d'une présomption légale de mauvaise foi;

« Considérant que la loi du 22 octobre 1940, plus rigoureuse que les lois précédentes, ne saurait être rétroactive et qu'elle est inapplicable en l'espèce;

« Par ces motifs, confirme... »

S'il était nécessaire d'ajouter des arguments à ceux de la Cour, nous signalerions que c'est bien au moment de la création même du chèque que la provision doit exister, suivant l'art. 3 § 1 de la loi du 14 juin 1865 modifiée par le décret-loi du 30 octobre 1935. Et le fait qu'une telle définition n'est pas conforme à la loi uniforme élaborée à Genève en 1931, ni à la solution du droit anglais, marque bien que c'est volontairement que le législateur français a rendu nécessaire l'existence de la provision au moment de l'émission.

Quelle est donc la portée de l'innovation du législateur? Dans certains cas, fort rares d'ailleurs, la position du ministère public pourra se trouver améliorée, la bonne foi d'un tireur incapable de constituer ou de compléter en cinq jours la provision sera plus difficilement admissible. Mais c'est surtout le bénéficiaire qui va voir augmenter ses chances d'être payé sans subir tous les ennuis d'un procès correctionnel. L'envoi de la lettre recommandée pourra avoir certains des effets heureux de la conciliation. Le porteur d'un chèque hésitait ou se refusait souvent à intenter des poursuites. L'envoi de la lettre recommandée mettant le tireur devant des poursuites imminentes sera de nature à le faire réfléchir. S'il le peut, il constituera ou complétera la provision échappant ainsi en pratique à la correctionnelle; sans doute le délit n'en aura pas moins été commis et restera impuni, mais le porteur aura été payé et c'est l'essentiel.

Puisque le législateur donne droit de cité en matière de chèque à la lettre recommandée avec accusé de réception, on aimerait qu'il supprime la formalité du protêt, coûteuse et devenue inutile et que d'ailleurs la lettre recommandée avec accusé de réception trouve place dans la procédure civile française, comme c'est déjà le cas en matière de loyer.

Nous ne pouvons clore le chapitre de la loi du 22 octobre 1940 sans en signaler l'art. 5. Il a trouvé sa place dans la loi, car la réforme qu'il apporte tend à faciliter les compensations. Son étude ne rentre cependant pas dans le cadre de notre sujet, car il vise les effets de commerce et sous ce titre ni les juristes, ni le législateur ne rangent le chèque. Exposons seulement que cet article fait bénéficier du timbre privilégié du chèque, actuellement 0 fr. 50 :

1° Les effets de commerce domiciliés dans un établissement de crédit ou un bureau de chèques postaux français ;

2° Des effets tirés hors de France et ne réunissant pas les exigences requises en matière de chèques, sous les mêmes conditions de domiciliation.

Une loi du 23 février 1942 (J. O. du 26 février 1942) a étendu ce privilège aux mêmes effets, non seulement lorsqu'ils sont domiciliés en France, mais aussi dans un établissement de crédit ou un bureau de chèques postaux situés en Algérie, en Tunisie ou dans la zone française du Maroc.

CHAPITRE II

L'introduction en France du chèque certifié

Section I

HISTORIQUE

§ 1. — Ce qu'est le chèque certifié, spécialement aux Etats-Unis.

A la deuxième Conférence de La Haye de 1912, pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque, la délégation américaine fit nettement connaître en quoi consiste cette variété de chèque : « Un chèque certifié est un chèque tiré par le client d'une banque de façon ordinaire sur son compte de dépôt. Mais, sur ce titre, un employé de la banque inscrit une mention signifiant que le chèque est bon ou certifié pour la somme pour laquelle il a été visé. La certification s'obtient rapidement. On vérifie le montant du compte du client, on débite ce compte du montant du chèque, on applique le timbre et on signe la certification. » (1)

Le mécanisme est donc très simple et réduit considérablement le travail des Banques. En effet, la certification donne au chèque émis par les particuliers ou les Sociétés et Associations la même valeur qu'aux chèques tirés directement par les employés des

(1) Deuxième Conférence de La Haye pour l'unification du droit en matière de lettre de change, de billet à ordre et de chèque, 1912, Actes II, p. 351.

Banques. Les chèques certifiés remplacent donc les « cashier's checks », c'est-à-dire les chèques émis par les employés de banque à la demande d'un client qui désire un titre plus facilement négociable qu'un chèque signé par lui. Or, la délégation américaine remarque que le « cashier's check » exige le double de temps et de travail pour le client et la banque. En effet, pour obtenir un « cashier's check », il faut établir deux chèques : l'un émis par la banque, pour les besoins du client, l'autre émis par le client pour rembourser la banque. L'établissement du chèque de banque qui doit généralement être signé par plusieurs employés, exige du travail et du temps. La certification est un procédé plus rapide et moins onéreux et, comme elle produit le même résultat, elle est préférée.

La portée de la certification est ainsi nettement dégagée : la Banque s'engage à payer le chèque comme s'il avait été tiré par elle. L'article 323 de la loi de New-York sur les chèques est tout à fait clair à cet égard : « certification of check; effect of—Where a check is certified by the bank on which it is drawn, the certification is equivalent to an acceptance ».

En fait, la responsabilité assumée par les banques à raison de la certification n'a donné lieu qu'à peu de difficultés et à peu de procès, les banques américaines ayant, en outre, donné des instructions très précises à leurs employés; voici par exemple, celle de la Bankers' Trust Company : « Le banquier qui accepte un chèque, c'est-à-dire qui le vise, certifie qu'il y a provision; il engage donc sa responsabilité et doit, par conséquent, débiter le compte sitôt qu'il a visé le chèque, au cas où le chèque ne serait pas présenté et pour éviter toutes difficultés, même après l'expiration des délais de présentation, le banquier devra pour annuler le débit, exiger que le chèque inutilisé lui soit remis, afin que son acceptation ne continue pas à circuler ».

La certification est ordinairement demandée par le tireur du chèque lui-même et non par le porteur qui l'a reçu du tireur. Cependant cette dernière façon de procéder est aussi en usage. Dans ce cas, le tireur et les endosseurs sont libérés de toute responsabilité quant à ce chèque : le tiré seul reste obligé. C'est ce qui résulte de l'article 324 de la loi de New-York sur les chèques : « Effect where the holder of check procures it to be certified.

Where the holder of a check procures it to be accepted or certified the drawer and all endorsers are discharged from liability thereon ». Il est permis de se demander, comme nous le verrons par la suite, si la certification sur réquisition du porteur est souhaitable et dans la logique du chèque.

D'après la déclaration de la délégation américaine à la Conférence de La Haye de 1912, il est fait appel à la certification dans deux séries d'hypothèses. En temps normal, elle sert à renforcer la signature du tireur; celui-ci demande la certification lorsqu'il doit faire un paiement à une personne qui ne connaît pas bien sa solvabilité ou bien un paiement dans un autre lieu, quand sa propre signature à elle seule n'aurait pas assez de valeur, ou bien pour certaines opérations, telles que le paiement de taxes, l'achat de propriétés immobilières, les conclusions de certaines affaires pour lesquelles il faudrait autrement payer en numéraire. Dans ces cas, l'on n'a pas constaté que les chèques certifiés demeurent plus longtemps dans la circulation que les chèques ordinaires ou que les chèques barrés. Comme eux, ils doivent être présentés au paiement dans un « délai raisonnable ». Ni l'Amérique, ni l'Angleterre ne fixent, en effet, de délais rigides pour la présentation, à la différence du Continent. La jurisprudence tient compte de toutes les circonstances de la cause, mais avec tendance à n'admettre que des délais très brefs. Les précédents sont si nombreux qu'actuellement presque tous les cas sont réglés d'avance.

En temps de crise, à des moments où il y a de fortes demandes de numéraire, les chèques certifiés permettent d'effectuer des opérations importantes, sans qu'il soit nécessaire de faire appel aux réserves des banques: ils remplacent alors la monnaie et il arrive même qu'ils soient plus appréciés qu'elle. L'Amérique est très attachée au système de la certification qui est pratiquée soit pour les chèques ordinaires, soit pour les chèques barrés et sa délégation à La Haye terminait en disant que « le système des chèques certifiés est une forme de compensation qui réduit à la fois le nombre des chèques à établir et la quantité d'or et de billets à donner par les banques dans les périodes d'activité des affaires. Son introduction dans les autres pays augmentera l'usage des chèques en multipliant leurs avantages et permettra

d'éviter qu'on ne recoure aux encaisses des banques à certaines époques de l'année ». (Actes II, p. 352.)

Les recommandations de la délégation américaine ne devaient pas être accueillies par la Conférence de La Haye. Cependant, si les Etats-Unis sont le berceau du chèque certifié, ils ne sont pas seuls à le pratiquer et à l'apprécier. Il est passé dans les habitudes d'autres pays, spécialement du Brésil. A La Haye, l'un des délégués de cet Etat, M. Menezes, en prit vigoureusement la défense. Il déclara qu'au Brésil, « l'usage du chèque visé par le tiré est général, encore que la loi ne contienne aucune disposition à ce sujet. Le visa ou la certification du chèque apporte au titre une certitude absolue de paiement. Le chèque n'est qu'un instrument de paiement et son but principal est d'économiser le numéraire. Donc, si on veut que le chèque ait une circulation plus répandue et puisse être utilisé par tous ceux qui ont des comptes dans les banques et non seulement par ceux qui ont un crédit absolument assuré, il faut admettre la certification du chèque. Sans le visa, le chèque n'a que la valeur que pourra avoir le crédit du tireur qui ne sera pas connu partout; une fois certifié ou visé, le chèque vaut argent, parce qu'en le déclarant bon pour le montant respectif, la banque a pris la responsabilité du paiement ». (Actes II, p. 190.) Au Brésil, le chèque certifié fonctionne donc, en fait, comme aux Etats-Unis, mais la loi n'en traite pas expressément.

Il en est autrement en Colombie, où la loi sur le chèque du 19 juillet 1923, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1924, reproduit les dispositions du droit américain dans les articles 188 et 189. « Article 188: quand un chèque est visé par la banque sur laquelle il est tiré, la certification équivaut à acceptation; article 189: quand le porteur du chèque obtient la certification de la banque le tireur et tous les endosseurs sont libérés ».

On pourrait citer encore quelques autres pays où le chèque certifié est pratiqué; mais il reste que les Etats-Unis sont sa véritable patrie. Il constitue la grande et aussi la seule originalité de la loi de ce pays en matière de chèque, les Américains ayant pour le surplus purement et simplement adopté le droit et les usages de l'Angleterre.

On notera que dans le mémoire remis par la délégation américaine à la Conférence de La Haye de 1912, il est toujours question de la loi de New-York. C'est qu'à cette date chacun des Etats avait sa législation propre : c'est seulement depuis 1932 que la « negotiable instruments Law » a été acceptée par tous les Etats et territoires de l'Etat fédéral, à l'exception de la zone du Canal. C'est le district de Colombie qui a donné son adhésion le dernier.

§ 2. — Les conférences internationales de 1912 et 1931.

Nous ne remonterons pas au delà de la deuxième Conférence de La Haye de 1912 parce qu'elle a fait un peu oublier les congrès qui l'avaient précédée et surtout parce que la question du chèque certifié y a été envisagée sous tous ses aspects. Dans le but de faciliter et d'activer les travaux de cette conférence, il avait été, au préalable, envoyé un questionnaire relatif aux chèques, à tous les gouvernements. Ce questionnaire contenait un article 14 ainsi libellé : « Le chèque pourra-t-il être accepté ? ou bien certifié (certified) conformément à ce qui est admis dans les Etats-Unis d'Amérique ? Quels seraient les effets d'une acceptation ou d'une certification écrite sur un chèque ? »

L'examen de la question 14 se fit d'abord dans les cinq sections entre lesquelles les délégations s'étaient réparties et ensuite au Comité Central. La première section, composée des représentants de la République Argentine, de la Bulgarie, de l'Equateur, de la France, de la Norvège, du Salvador et de la Suisse, répondit : 1° que le chèque ne doit pas être acceptable, car le chèque est un instrument de paiement ; il suppose qu'il y a provision. L'acceptation est donc incompatible avec sa nature ; — 2° que les raisons qui doivent faire exclure l'acceptation doivent faire écarter la certification telle qu'elle est pratiquée en Amérique. Car cette certification a des conséquences juridiques incompatibles avec la nature du chèque. Elle équivaut, en fait, à l'acceptation. Le titre doit alors être payé par le tiré, même s'il n'y a pas provision. L'Argentine toutefois vota contre cette dernière réponse.

La deuxième section était composée des délégués de l'Allemagne, du Brésil, du Chili, de la Chine, de l'Italie, de la Roumanie, de la Russie, du Siam. On y fut d'avis que le chèque ne pourrait être accepté. L'acceptation apposée sur un chèque serait censée être non écrite. Toutefois, la délégation russe fut d'opinion que le visa ou la certification du chèque devraient être admis, mais seulement par le tireur.

La troisième section comptait les Etats suivants : Costa-Rica, Danemark, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie, Japon et Pays-Bas. Elle fut catégorique. Voici, en effet, ce qu'elle déclara : « Quant à l'acceptation, la section est unanimement d'avis qu'elle ne doit pas être permise et qu'elle ne doit éventuellement produire aucun effet. Quant à la certification, la section est également d'accord pour dire qu'elle ne doit pas être permise et qu'éventuellement, elle ne doit produire aucun effet. »

A la quatrième section étaient représentés l'Autriche, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Serbie. On y estima que le chèque qui est essentiellement payable à vue n'est pas susceptible d'acceptation. Si le chèque est présenté au tiré, il doit le payer parce qu'il est payable à vue ; le tiré ne peut pas se borner à l'accepter, car accepter c'est assumer l'obligation de payer à l'échéance et le jour de l'échéance d'un chèque est toujours celui où il est présenté au tiré... Il faut conserver au chèque, de la manière la plus stricte possible, son caractère d'instrument de paiement et éviter tout ce qui pourrait en faire un instrument de crédit.

La cinquième section, enfin, était formée des représentants des Etats suivants : Amérique, Belgique, Espagne, Panama, Paraguay, Suède et Turquie. Elle fut d'avis qu'il n'y a pas lieu d'admettre l'acceptation d'un chèque. Elle fut également d'avis que la certification, telle que l'organise la loi américaine, équivaut à l'acceptation d'une lettre de change. On peut même dire que ses effets ont une portée plus large puisque, en dégagant le tireur de la responsabilité, elle constitue une novation, tandis que l'acceptation d'une lettre de change n'en produit pas.

Comme on le voit, dans toutes les sections le chèque certifié se vit refuser l'accès du projet de loi uniforme. Dès lors, il ne pouvait pas être accueilli par le Comité Central pour le chèque.

dans lequel siégeaient les principaux représentants des divers pays. M. Conant, délégué des Etats-Unis, lut la note que nous avons partiellement reproduite. M. Menezes appuya M. Conant, mais il fut seul. Osman Halim Bey critiqua la certification, en déclarant qu'elle valait acceptation et qu'elle était même plus grave. M. de Nagy ajouta qu'il ne saurait accepter toute opération qui rapprocherait le chèque du numéraire et permettrait une atteinte aux privilèges de certaines banques. M. Menezes s'efforça de démontrer que ce danger n'existait pas, « les billets de banque, dit-il, ont une circulation permanente et le chèque est destiné à être payé et ainsi est retiré de la circulation lorsque l'affaire est réalisée ». Puis il ajouta, non sans humour, qu'on ne pouvait craindre le conflit entre le chèque et le billet de banque, puisque tout le monde est d'accord que le but principal du chèque est justement d'être substitué à ces billets et d'en économiser la circulation. (Actes II, p. 191.)

M. Ernest Picard, sous-gouverneur de la Banque de France, demanda pourquoi les banques n'utilisaient pas le billet à ordre au lieu de se servir de la certification qui lui paraissait substituer précisément au chèque un véritable billet à ordre. M. Menezes répondit que les billets à ordre ne pouvaient être au porteur alors que les chèques certifiés l'étaient souvent, que les billets à ordre subissaient un droit de timbre bien plus élevé et qu'enfin ils nécessitaient plus de temps et de travail. L'on passa alors au vote qui ne pouvait faire de doute et le Comité décida que la loi uniforme interdirait l'acceptation, mais que la Convention autoriserait la dérogation à cette règle. Bref, le chèque certifié n'avait pas réussi à étendre son rayon d'action, mais il pouvait conserver ses positions.

Les projets élaborés à la Conférence de 1912 ne furent pas ratifiés par les Etats pour des raisons diverses. Les Parlements n'étaient pas très intéressés par des questions techniques; ils n'aimaient rien abdiquer de leur liberté et surtout la guerre de 1914-1918 était survenue. Les hostilités terminées, la question de l'unification du droit du change revint sur le tapis et fut à nouveau l'objet d'études souvent pleines d'idées intéressantes et même de mises au point ingénieuses, encore que, dans l'ensemble, elles répètent ce qui avait été dit à La Haye. Mais en ce qui concerne

le chèque certifié, il n'a pas été innové. Par exemple, le projet des Experts-juristes (1927-1928) (C.I.L.C. 61, 1931, II) s'exprime ainsi : « Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite. Toutefois est réservée aux Etats contractants la faculté d'admettre l'acceptation, la certification ou le visa d'un chèque et d'en régler les effets. » Avec d'infimes variantes, c'est le texte même de La Haye de 1912.

De même qu'avant la Conférence de La Haye un questionnaire relatif au chèque avait été adressé aux divers gouvernements, de même un autre questionnaire aux gouvernements précéda la Conférence de Genève de 1931, de façon que les problèmes pussent être examinés d'avance et à loisir.

Le questionnaire en date du 21 juin 1930 (lettre circulaire du Secrétaire général de la Société des Nations N° C.L. 134) comptait un dernier numéro, le numéro 21, sur l'acceptation, la certification et le visa. Fondamentalement, la position des gouvernements resta ce qu'elle avait été en 1912, mais avec des nuances cependant. Voici, par exemple, la réponse de l'Allemagne : « En droit allemand, un chèque ne peut être accepté. Toute mention d'acceptation inscrite sur le chèque est réputée non écrite. Les chèques tirés sur la Reichsbank peuvent être munis par celle-ci d'une mention confirmative. A la suite de cette confirmation, la Reichsbank est obligée au paiement envers le porteur. Elle répond aussi du paiement au tireur et aux endosseurs. L'obligation découlant de la confirmation s'éteint si le chèque n'est pas présenté au paiement dans le délai de présentation. La Reichsbank n'est autorisée à pourvoir des chèques d'une mention confirmative que si ceux-ci ont été couverts au préalable. Il se peut que le commerce allemand éprouve le besoin de se servir de chèques confirmés, on peut y satisfaire par des chèques tirés sur la Reichsbank. Les milieux commerciaux et économiques interrogés se sont prononcés contre une généralisation du privilège de la Reichsbank de confirmer les chèques. » Ces chèques sont une création de la guerre de 1914-1918 : ils datent d'un décret du Conseil Fédéral du 31 août 1916 : leur but évident était d'enrayer, dans la mesure possible, l'émission des billets déjà surabondants.

La réponse de l'Autriche reste hostile. « D'après la notion du chèque adoptée par le droit autrichien, il revient au tiré, non pas la qualité d'un nouveau débiteur ou d'un second débiteur, mais simplement la qualité d'un organe de paiement; comme tel, il n'a qu'à payer et rien à promettre. »

L'Angleterre se borne à déclarer que la certification est presque inconnue de la pratique bancaire anglaise. Le seul cas où des chèques sont certifiés par un banquier tiré se produit lorsque ceux-ci parviennent au banquier encaisseur trop tardivement pour être présentés le même jour par l'entremise de la Chambre de Compensation. Cette certification est considérée par la coutume bancaire comme obligeant les banquiers intéressés. C'est le *marking of cheques*. Il diffère profondément de la certification; alors que celle-ci est demandée pour faciliter la circulation du titre, le *marking* est requis par le banquier porteur pour s'assurer que le chèque est provisionné et qu'il passera au *clearing house*; mais ce chèque ne peut plus circuler, il est immobilisé.

Quant à la Hongrie, elle estime qu'il n'y aurait aucun inconvénient à se rallier à l'usage adopté aux Etats-Unis: si les chèques certifiés obtiennent en quelque sorte le caractère de billets de banque, ce n'est que pour un délai déterminé et une clientèle restreinte.

La réponse de la Suède est digne d'attention. « Des divergences d'opinions se sont fait jour en ce qui concerne les effets à attacher à l'acceptation du chèque. On peut objecter à l'assimilation de cette acceptation à celle de la lettre de change que, contrairement à sa fonction naturelle, le chèque risquerait aisément ainsi de prendre le caractère d'un moyen de crédit. Par contre il ne paraît pas y avoir d'objection sérieuse à élever contre une règle engageant pendant le délai de présentation, aux termes de la loi sur le chèque, la responsabilité cambiaire du tiré qui a signé l'acceptation. Il est plutôt à désirer que la possibilité soit prévue d'assurer effectivement au porteur, par le moyen de l'acceptation, le paiement d'un chèque présenté dans le délai réglementaire. Il conviendrait à cet égard, d'assimiler à l'acceptation toute autre mention inscrite par le tiré sur le chèque et propre à donner au porteur la conviction que le paiement en sera effectué (certification, visa). Il importe, en effet, de ne pas faire sous

ce rapport, une différence qui pourrait aisément être mal interprétée par le public. »

Comme on le voit, il y a des gouvernements qui ne méconnaissent pas les avantages de la certification; mais ils sont en minorité et l'on s'en aperçoit à la lecture de l'article 4 de la loi uniforme concernant le chèque élaborée à la Conférence de Genève de 1931: « Le chèque ne peut pas être accepté. Une mention d'acceptation portée sur le chèque est réputée non écrite. » Mais dans l'annexe II, il est stipulé à l'article 6 que « chacune des Hautes Parties Contractantes a la faculté d'admettre que le tiré inscrive sur le chèque une mention de certification, confirmation, visa ou autre déclaration équivalente, pourvu que cette déclaration n'ait pas l'effet d'une acceptation, et d'en régler les effets juridiques. »

Ce texte est assez obscur et l'on pourrait peut-être même prétendre que ses diverses dispositions sont inconciliables et contradictoires. Voici le commentaire qui en est donné par le Comité de rédaction composé de M. Giannini (Italie) Président, MM. Percerou (France) et Ekeberg (Suède) Rapporteurs, MM. Quassowski (Allemagne) et Sulkowski (Pologne) membres: « L'article 4 consacre le principe que le chèque n'est pas acceptable. L'acceptation serait, en effet, en contradiction avec la nature du chèque qui est par essence un mandat de payer à vue, ce qui signifie que, lorsque le porteur présente le chèque, c'est nécessairement pour être payé et non pas pour obtenir une acceptation. » Voilà qui est catégorique et juridique; mais la suite est diplomatique: « Un grand nombre de pays, toutefois, pratiquent des usages qui, dans leurs effets, se rapprochent plus ou moins d'une acceptation cambiaire, sans toutefois se confondre avec elle (certification, confirmation, visa de chèque). Parmi ces usages, l'un des plus répandus, spécialement aux Etats-Unis d'Amérique, est la certification du chèque qui, d'ailleurs, produit des effets différents, selon qu'elle intervient après ou avant l'émission. Un amendement tendait à reconnaître le chèque certifié dans la loi uniforme elle-même; d'autres avaient pour but de reconnaître de la même façon le chèque confirmé ou même le chèque simplement visé. Tous les Etats n'étant pas d'accord pour admettre ces variétés de chèque dans leur loi nationale, il a été décidé de ne pas introduire leur

reconnaissance dans la loi uniforme elle-même. Mais l'article 6 de l'annexe II constate que chacune des Hautes Parties Contractantes a la faculté d'admettre que le tiré inscrive sur le chèque une mention de certification, visa ou autre déclaration équivalente, pourvu que cette déclaration n'ait pas l'effet d'une acceptation, et d'en régler les effets. Il s'ensuit, par exemple, poursuivent les rapporteurs, qu'est laissée à l'Allemagne la faculté de conserver le chèque confirmé de la Reichsbank, qui n'oblige celle-ci que pendant la durée du délai de présentation, par où elle diffère d'une acceptation, et à la Banque de France de conserver son visa des chèques ».

Certification, confirmation et visa ne sont pas des expressions de sens et de portée identiques. Nous nous sommes assez expliqué sur la certification : il suffira de donner quelques détails sur la confirmation et sur le visa.

Dans son excellent opuscule sur le chèque certifié, mais qui date déjà un peu (Paris 1924), M. Pierre Thibaut a bien mis en lumière les différences qui séparent les chèques confirmés de la Reichsbank des chèques certifiés américains : « Tout d'abord, écrit-il, dans les chèques certifiés américains, il n'y a pas d'autre maximum que celui du montant du compte, tandis qu'il y en a un dans les chèques confirmés : à employer jusqu'à concurrence d'un maximum de 100 marks. En plus, la certification est en général demandée à l'occasion de chaque chèque et non plus en bloc, lors de la remise du carnet, comme en Allemagne.

Carnet de..... (nombre) chèques.

Série N°..... N° à N°.....

En Allemagne, la Reichsbank a le monopole de la confirmation ; en Amérique, on ne trouve rien de tel ».

Selon M. Pierre Thibaut, ces chèques confirmés ne rentrent pas dans le cadre des chèques proprement dits : « Ce sont, au fond, des jetons analogues à ceux que distribuent certains casinos (Monte-Carlo, Deauville) et que les fournisseurs voisins acceptent volontiers, car ils savent qu'à tout instant ils peuvent venir à la caisse de l'établissement et les échanger contre des monnaies légales. » (1)

(1) *Le chèque certifié*, Paris 1924, p. 53.

Le *Berliner Tageblatt* du 14 novembre 1916 fait observer que les chèques confirmés de la Reichsbank ne constituent pas une nouveauté. « Depuis plusieurs années, dit-il, les Caisses d'Épargne des États-Unis remettent à leurs déposants des carnets de chèques dont chaque chèque représente une somme maxima qui doit être d'abord versée comme provision. Le tireur peut ensuite employer chaque chèque jusqu'à concurrence du maximum et le remettre en paiement. Le porteur est absolument certain que le chèque sera payé. Ce chèque présente donc les mêmes avantages que la monnaie. » Le *Berliner Tageblatt* ajoute que l'agence de voyage Cook délivrait aussi de ces chèques, journellement reçus dans les hôtels suisses.

Quant au visa, pratiqué dans divers pays et par la Banque de France, M. Jacques Bouteron, qui est directeur du Contentieux à cette banque, va nous en indiquer le mécanisme et la portée.

« L'usage du chèque visé de la Banque de France remonte à 1881. En 1931, cette institution a délivré 665.343 chèques visés pour un montant de 13.918.429.200 francs. Une personne, possédant un compte à la Banque de France à Bordeaux, par exemple, désire transférer des fonds à son correspondant de Marseille. Elle tire un chèque sur son compte à l'ordre de son correspondant et le présente à la Banque de France à Bordeaux. Celle-ci débite le compte du tireur et avant de lui rendre le chèque, elle le revêt d'un numéro d'ordre ou visa reproduit sur l'avis de disposition qu'elle envoie à la succursale de Marseille. Mais par l'apposition de ce visa, la Banque de France ne se rend pas directement débitrice envers le porteur du chèque. Elle demeure le mandataire du tireur et tient compte, par suite, de toute opposition ou défense émanant de celui-ci. Le visa, qui n'est qu'une sorte de domiciliation, atteste donc seulement la disponibilité de la provision au sens de la loi française du 14 juin 1865, art. 1, c'est-à-dire d'une part son existence au moment de la création du chèque et d'autre part l'entente expresse ou tacite en vertu de laquelle le tiré a autorisé le tireur à disposer sur lui par chèque. » (1)

(1) *Le Statut international du chèque*, p. 275, Paris 1934.

En termes plus simples et peut-être plus clairs, M. Pierre Thibaut écrit que le visa « atteste qu'au moment où il a été donné, il y avait provision; si cette attestation était fausse, la banque serait responsable et devrait payer, mais, et c'est la différence avec la certification, la banque ne bloque pas la provision pour sa propre sûreté: elle continue de la tenir à la disposition du tireur, alors que, dans la certification, elle est désormais soustraite à sa puissance sauf si le chèque est annulé » (op. cit. p. 59).

Ces distinctions entre la certification, la confirmation et le visa peuvent assez facilement être comprises des spécialistes du droit et de la banque, mais elles sont inaccessibles au grand public et les porteurs de bonne foi peuvent être induits en erreur et avoir des déceptions. Comme le Gouvernement de Suède, nous estimons que toutes ces formules devraient être assimilées et emporter les effets de l'acceptation.

La solution admise à la Conférence de Genève de 1931 est une solution de compromis peu satisfaisante du point de vue juridique. La certification n'arrive pas à se faire recevoir dans la loi uniforme, mais les législations nationales peuvent l'adopter, si cela leur convient, à la condition qu'elle ne produise pas les effets de l'acceptation. On est d'ailleurs large sur cette condition, d'une part parce qu'on ne veut faire de peine à personne et de l'autre parce que la sympathie pour le chèque certifié va croissant. Est-ce qu'on apprécie mieux ses avantages? Est-ce que les Banques d'émission sont moins jalouses de leurs privilèges? Est-ce enfin que les gouvernements cherchent des succédanés aux billets de banque?

§ 3. — La position de l'Angleterre.

La position de l'Angleterre par rapport au chèque certifié se concrétise dans les trois faits suivants: la législation anglaise ne prohibe pas la certification; — elle ne l'admet pas expressément; — en fait, elle n'est pas pratiquée. A l'inverse du droit allemand,

le droit anglais en matière de chèque est peu formaliste et laisse un vaste champ à la liberté des conventions. Cet aspect des choses a été mis en pleine lumière dans un ouvrage récent de M. Antoine d'Argent. Par exemple, à propos de l'émission, cet auteur s'exprime ainsi :

« A cet égard, et réserve faite des nuances, les systèmes législatifs peuvent se répartir en trois groupes. Les uns, tels ceux des Empires centraux, sont essentiellement formalistes, exigeant, par exemple, que le titre contienne l'expression « lettre de change, billet à ordre ou chèque », de telle sorte qu'on puisse reconnaître à première vue, qu'il s'agit de l'un de ces titres et non d'un autre document. D'autres, comme l'Angleterre et les Etats-Unis d'Amérique se situent sur un plan tout différent : les exigences de forme sont réduites vraiment au minimum. On se passe parfaitement des mentions « lettre de change, billet à ordre ou chèque ». Bien plus, la date de la création du titre, encore que fort utile pour apprécier la capacité du tireur, pour fixer éventuellement l'échéance, dans certains cas pour faire courir les intérêts, n'est cependant pas obligatoire. Le porteur d'une lettre payable à un certain délai de date peut lui-même insérer la date véritable (Acte anglais de 1882, sect. 3, sous-section 4 (a) et section 12). Dans le même ordre d'idées, les législations britannique et américaine décident que la lettre de change, le billet à ordre et le chèque ne sont pas nuls du fait que ni le lieu d'émission, ni le lieu de paiement ne sont expressément indiqués... La France et les pays qui se rattachaient à elle occupaient une position intermédiaire... » (1)

Toutefois, la législation anglaise du chèque repose tout entière sur la position juridique qu'a le tiré dans cet instrument. Dans la réponse de la Grande-Bretagne au questionnaire sur le chèque en date du 21 juin 1930, l'on peut lire que « le droit anglais laisse les parties libres de conclure leurs propres conventions quant aux conditions dans lesquelles un client peut émettre un chèque sur son banquier ». Mais dans le mémoire sur le projet de loi internationale relative aux chèques par F. Huth Jackson

(1) La position de l'Angleterre et des Etats-Unis d'Amérique à l'égard des Conventions de Genève visant les conflits de lois en matière de lettre de change, billet à ordre et chèque, p. 8, Sirey 1938.

et Sir Mackenzie Chalmers, l'on note que, en Angleterre et aux Etats-Unis, le chèque est purement et simplement une lettre de change tirée sur un banquier et payable au porteur; les prescriptions de la loi applicables aux effets à vue s'appliquent également aux chèques. Ceux-ci font cependant l'objet de certaines dispositions supplémentaires en raison des relations de client à banquier qui subsistent entre le tiré et le tireur d'un chèque.

La position du tiré est celle d'un mandataire, d'un caissier du tireur. Elle n'est pas celle d'un débiteur du porteur. Il n'y a pas de lien juridique entre le tiré et le porteur: il n'y en a qu'entre le tiré et le tireur. Le tiré n'est pas plus garant du paiement d'un chèque que ne l'est un trésorier-payeur général d'une ordonnance de paiement. Son devoir est de suivre les instructions du tireur et de lui procurer un paiement libératoire dans le cas où le chèque est émis en conformité de leurs conventions et de la loi. Du fait que le tiré est le mandataire du tireur découlent diverses règles auxquelles l'Angleterre reste attachée, bien qu'elles ne soient pas sans inconvénients.

Ainsi, la mort du tireur n'est pas, comme dans les pays continentaux, sans effet sur la position du tiré: « Le mandat donné au banquier de payer un chèque, déclarait Sir Mackenzie Chalmers, est révoqué par la notification de la mort du client » (Actes II, p. 216, La Haye). Il est, en effet, de principe que le mandat, contrat fait *intuitu personæ*, cesse naturellement par la mort du mandant ou par celle du mandataire. Ajoutons toutefois qu'il y a d'autres raisons à la règle anglaise. Après décès, les biens du défunt restent entre les mains du liquidateur de la succession, qui est responsable de l'actif et du passif et il est d'usage qu'il paye les chèques commerciaux. Il en est différemment quand un moribond fait une donation sous cette forme: s'il y a protestation des héritiers légaux, il attend la décision de justice.

De même encore, l'Angleterre reconnaît au tireur le droit de révoquer le mandat donné au tiré par le chèque. C'est ce qu'affirmait nettement Sir Mackenzie Chalmers à La Haye, en dépit de tous les arguments que faisaient valoir la plupart des autres délégués: « En Angleterre, le mandat contenu dans un chèque est révocable par le tireur. Le banquier est l'agent du tireur et

n'a pas de relation avec le porteur. Il doit se conformer aux indications de son mandant. Si le tireur ne pouvait révoquer son mandat, le banquier se verrait mis dans une situation difficile en cas de vol ou de perte de l'effet. La révocation faite par le tireur est une mesure de protection pour le banquier. Dans la pratique, le tireur ne révoque pas le chèque sans raison valable, parce qu'il s'expose à une action du porteur et à se voir condamné au paiement du chèque, à des dommages-intérêts et aux frais. Dans un grand nombre de cas, le tireur révoque le chèque sur la demande même du porteur, notamment en cas de perte » (Actes II, p. 214).

De même enfin dans la question de savoir si le porteur d'un chèque a le droit d'agir en justice contre le tiré, l'Angleterre se prononce pour la négative. A La Haye, sa délégation souscrivit entièrement à l'argumentation que fit valoir à ce propos l'un des délégués de l'Autriche, M. Hammerschlag. Ce délégué déclara : « La loi autrichienne ne donne pas au porteur du chèque une action directe contre le tiré et l'Autriche attache le plus grand prix à maintenir ce système, pour des raisons à la fois théoriques et pratiques. D'après la théorie autrichienne, le tireur d'un chèque s'en sert pour effectuer un paiement par l'intermédiaire du tiré qui est son mandataire. La remise d'un chèque au porteur n'est pas considérée comme une cession des droits du tireur contre le tiré. Il n'existe donc aucune relation juridique entre le tiré et le porteur : le tiré n'est tenu qu'envers le tireur et cela à raison de la convention préalablement intervenue entre eux. Ici, comme en matière de lettre de change, une relation juridique entre le tiré et le porteur ne saurait être créée que par une acceptation. Or, c'est un principe fondamental de la législation autrichienne en matière de chèque que l'acceptation d'un chèque n'est jamais admise. Si l'on n'admet pas l'acceptation des chèques, le droit d'action directe qu'on reconnaîtrait au porteur contre le tiré serait toujours un droit dérivé ; il ne pourrait être fondé que sur les rapports juridiques qui existent entre le tireur et le tiré » (Actes II, p. 199).

C'est exactement le point de vue de l'Angleterre : le tiré est l'agent, le caissier du tireur ; il ne doit pas devenir son garant.

Il s'ensuit forcément que l'acceptation ne cadre pas avec les lignes essentielles de l'institution qu'est le chèque. Certes le droit anglais n'est pas toujours d'une parfaite logique, et même dans la matière des chèques, l'on pourrait relever certains « accrocs ». En voici un exemple : « Le tireur d'un chèque, écrit Sir Mackenzie Chalmers, raye quelquefois le barrement à la demande du bénéficiaire et écrit : payez en espèces « Pay cash » en surcharge. Il en est ainsi, par exemple, dans le cas où le bénéficiaire n'a pas de compte en banque et où, par conséquent, il n'est pas dans les conditions voulues pour se faire créditer. Cela se présente particulièrement quand le chèque est destiné à certaines personnes auxquelles il n'est pas d'usage que les grandes banques anglaises ouvrent des comptes, par exemple, les domestiques. Ces personnes ne pourraient que difficilement monnayer ces chèques ; d'où la pratique indiquée qui n'est pas sanctionnée par la loi ; mais on voit difficilement quel moyen pratique on aurait à sa disposition, dans un tel cas » (Bills of Exchange, London 1927 9^{me} édit., p. 305). Il nous semble, comme à M. Jacques Borduge, qu'il y aurait dans ce cas un remède tout indiqué : annuler le chèque barré et donner un chèque ouvert. Quoi qu'il en soit, l'illogisme n'est que dans la pratique ; la loi n'a pas consacré la clause « pay cash ». Elle n'a pas, non plus, prohibé l'acceptation et peut-être y en a-t-il quelques exemples. Ils doivent être rares cependant, car les règlements des banques s'y opposent.

En résumé, l'Angleterre a fait recevoir sa législation du chèque par l'Amérique et n'admet point la superstructure qu'y a introduite ce pays : la certification.

§ 4. — Le chèque certifié et la France.

La question de la certification fut examinée dès l'élaboration de notre première loi sur le chèque dans le remarquable rapport d'Alfred Darimon, député au Corps Législatif (Monit. 5.6.7 et 10 mai 1865). Celui-ci recherche d'abord les origines du chèque certifié et croit les trouver dans les procédés des anciennes banques de dépôts, telles que celles établies à Genève, Venise, Amsterdam, Hambourg. « Le chèque soumis à l'acceptation préalable

et, comme on l'a appelé récemment de son véritable nom, le chèque certifié, n'est pas autre chose que l'instrument connu autrefois sous le nom de certificat de dépôt. » On pourrait faire de sérieuses réserves sur cette assimilation : le certificat de dépôt était une monnaie de compte, le chèque certifié, un procédé de paiement. Alfred Darimon en indique ensuite le mécanisme : « Avant de délivrer un chèque, on irait à la banque réclamer un visa constatant que la somme énoncée au chèque existe réellement ; le chèque ainsi revêtu d'un visa prendrait la valeur de la monnaie métallique ; il inspirerait une confiance entière ; il n'y aurait aucune limite à sa circulation ; il deviendrait bien vite le suppléant des billets de banque. »

Le rapporteur ne connaît, semble-t-il, que la certification à la demande du tireur, il ne parle pas de la certification sur réquisition du porteur. Il commet une erreur en croyant que les chèques certifiés peuvent rester indéfiniment dans la circulation : en Amérique, ils doivent, comme les chèques ordinaires, être présentés dans un délai raisonnable, sous peine de perdre leur garantie spéciale.

Alfred Darimon passe alors à la critique. « Au lieu de faciliter l'emploi du chèque, le visa préalable d'acceptation lui susciterait des entraves gênantes. En effet, du jour où la nécessité du visa serait admise pour certaines catégories de personnes, le visa serait bientôt, au même titre, exigé par tout négociant recevant un chèque. Que de complications ! que de démarches multipliées ! l'émission du chèque deviendrait alors presque impossible. » De telles alarmes sont tout à fait excessives : il suffit de rappeler pour les réduire à leur valeur, que les Etats-Unis ont adopté le chèque certifié pour épargner du temps et du travail, parce qu'il est commode et simple.

Darimon entre ensuite dans le vif du sujet : « Si le visa préalable n'offre aucun avantage appréciable, il présente des inconvénients de plus d'une sorte. En premier lieu, il tend à dénaturer le chèque, au lieu de le maintenir dans les limites rationnelles d'un paiement au comptant, il le pousse à en sortir pour entrer dans le domaine des valeurs de circulation. Dans l'intérêt même des banques de dépôts, il n'est pas bon d'encourager les moyens de laisser un long intervalle entre l'émission du chèque

et son encaissement; ce serait leur inspirer l'idée de sortir de leur rôle et créer un péril, dont en temps de crise, on ressentirait bientôt les effets ». Cette argumentation ne porte pas, si l'on prend soin de décider que la certification n'engage le tiré que si le chèque est présenté dans les délais légaux.

Quoi qu'il en soit, la certification ne fut point admise par le Corps Législatif et il semble que jusqu'en 1923, il ne se fit point en France de campagne en faveur de cette institution. Mais à cette date, deux députés, MM. Achille Fould et Guy de Montjou, déposèrent sur le bureau de la Chambre la proposition de loi dont la teneur suit: « Avant l'émission d'un chèque, le tireur peut le faire certifier par le tiré. La certification vaut acceptation; elle se fait dans les mêmes formes que l'acceptation des lettres de change et produit les mêmes effets, sauf toutefois que le tiré est dégagé de sa responsabilité dès que les délais de présentation du chèque sont écoulés... » (14 mars 1923). La rédaction de ce texte est d'une netteté remarquable et en outre, semble-t-il, très heureuse. L'exposé des motifs est fort intéressant. Les deux députés rappellent d'abord le mécanisme de la certification et aussi que la certification existe sous deux formes aux Etats-Unis: à la demande du tireur et à la demande du porteur. Sous cette seconde forme, la certification ne leur paraît pas devoir être admise, « car elle irait à l'encontre de la nature propre du chèque et d'instrument de paiement qu'il est et doit rester, en ferait un instrument de crédit, comme le billet à ordre et la lettre de change. Au contraire, sous la première forme, la certification est réellement, comme l'observaient les délégués américains à La Haye, « un moyen de développer l'usage des chèques en multipliant leurs avantages ». Dans ce cas, en effet, ils valent pratiquement de l'or, c'est-à-dire que l'idéal vers lequel doit tendre toute monnaie de papier est atteint. »

Ceci était écrit en 1923 et naturellement, il faudrait faire aujourd'hui des réserves et se contenter de dire qu'ils seront honorés en monnaie légale. « Le risque du chèque ordinaire, poursuivaient les auteurs de la proposition, vient de ce que le porteur a barre sur le seul tireur; dans leur traité élémentaire de droit commercial, Thaller et Percerou remarquaient que l'enga-

gement auquel le porteur attacherait du prix serait celui du tiré, du banquier. Or, précisément cet engagement n'est pas pris par le tiré (Edit. de 1922, N° 1.652 bis, p. 941). »

Ce vice inhérent au chèque ordinaire disparaît avec la certification. Le chèque est accepté avec la même facilité qu'un billet de banque, mais alors un nouveau danger ne naît-il pas ? N'est-il pas à craindre que le chèque certifié ne demeure dans la circulation et qu'une monnaie de banque ne se crée ainsi à côté de la monnaie légale ? Ce risque est évité, si l'on prend soin de décider que le bénéfice de la certification ne s'étend pas au delà des délais de présentation du chèque.

Grâce à la certification, le problème si délicat de la révocabilité du chèque se trouverait résolu. Pour MM. Achille Fould et Guy de Montjou, le chèque certifié apparaît comme le chèque de l'avenir, parce que seul il réalise vraiment la formule, malheureusement un peu creuse aujourd'hui, que le chèque c'est de l'argent.

La proposition fut, dans la presse financière, l'objet de certaines critiques et ne réussit pas à se transformer en loi, peut-être par suite d'une opposition sourde de la Banque de France qui y voyait une atteinte à son privilège d'émission. Mais ses auteurs devaient voir leurs souhaits exaucés en 1941.

Section II

ÉTUDE CRITIQUE DE L'INSTITUTION

Du point de vue technique, l'avantage essentiel du chèque certifié, c'est qu'il est sûr. Dans un rapport qui lui avait été demandé par le comité central des Chambres Syndicales, M. Belenand le reconnaissait dans les termes suivants : « Comme sécurité, si la banque est sérieuse, c'est parfait, à condition toutefois que le chèque soit présenté dans les délais » (Juin 1923). Cette déclaration faite, il concluait de façon un peu inattendue : « Pour que le chèque ait tout le crédit qu'il doit avoir et qu'il faut qu'il obtienne, il nous semblerait plus opérant de punir sévèrement

tout tirage sans provision ou sans provision suffisante et tout blocage dont la bonne foi ne serait pas indiscutable. »

Il va de soi que M. Bellenand cite à l'appui de son sentiment l'exemple de l'Angleterre. « En Angleterre, l'émission d'un chèque sans provision, quand elle aboutit à se faire remettre de l'argent ou des marchandises, est une chose infamante, un crime puni des peines de l'escroquerie, c'est-à-dire de trois à cinq ans de prison, avec, si le Tribunal le veut, deux ans au plus de travaux forcés qui se cumulent avec la prison, et une amende. »

Il faut quelque bonne volonté pour croire que les sanctions pénales sont un meilleur facteur de sécurité que la certification et nous souscrivons pleinement aux observations suivantes présentées par M. Pierre Thibaut, dans son ouvrage précité. « Nous ne méconnaissions certes pas, écrit-il, l'efficacité des sanctions pénales. C'est un facteur important et certain de sécurité, mais il faut pourtant faire des réserves : il y a des gens, notamment parmi ceux qui émettent des chèques non provisionnés, qui ne sont pas arrêtés par la crainte des peines : d'abord des impulsifs, cocaïnomanes, éthéromanes, morphinomanes qui ont un besoin impérieux et maladif d'argent et qui n'hésitent pas à s'en procurer par ce moyen. Souvent, ce sont des fils de famille qui se disent que leur père paiera plutôt que de voir son fils en correctionnelle, mais il arrive que le père ne paie pas et le bénéficiaire du chèque n'a dans la main qu'un bout de papier sans valeur. D'autres sont des « voleurs de profession » qui acceptent les risques et ne s'en soucient que médiocrement. Ils pèsent les avantages et les ennuis et trouvent généralement que les premiers surpassent les seconds. D'autre part, ce n'est pas un mince ennui pour l'accepteur d'un chèque non provisionné de déférer le délinquant à la justice répressive. Il perdra du temps, de l'argent, verra son aventure dans les journaux, sera peut-être « suspecté » lui-même s'il est, par exemple, un antiquaire, un commerçant en objets de luxe. Ces ennuis disparaissent si le chèque est certifié, à condition qu'il le soit par un banquier solide et sérieux » (Op. cit. pp. 45 et 46).

Il peut arriver que la banque qui certifie ne soit ni solide ni sérieuse. Mais ce sera une exception rare : le chèque devant être très rapidement présenté, la mise en liquidation ou la faillite de la banque sera presque immédiate.

La sécurité, telle est donc la véritable et essentielle raison qui milite en faveur de la certification. Du fait même qu'il serait sûr, le chèque se substituerait peu à peu au billet de banque. A sécurité égale, en effet, il a sur lui de nombreuses supériorités : moindres risques de perte et de vol, facilités de comptabilité, etc... Finalement, il arriverait ce qui est arrivé en Angleterre et en Amérique : la monnaie principale serait le chèque, la monnaie accessoire, le billet.

Dans certaines conditions et sous certaines réserves, le chèque certifié a donc une sécurité comparable à celle du billet de banque et c'est l'essentiel de ce que souhaitent les porteurs ; il reste à voir de quel prix se paye cette sécurité. Alors que tous les arguments en faveur de la certification se ramènent en définitive à un seul, mais qui est d'importance, les objections qu'on y a faites sont nombreuses, mais que pèsent-elles ?

On a dit, avec abondance, que la certification était une source de complications sans fin. C'était l'opinion que soutenait Alfred Darimon, devant le Corps Législatif en 1865 et c'était aussi celle de M. Bellenand en 1923 dans son rapport précité. Ayant admis que, comme sécurité, l'on ne pouvait faire mieux que le chèque certifié, il ajoutait : « ...mais, comme commodité, il en est, semble-t-il, tout autrement. Comment, en effet, régler pratiquement sur l'heure, un achat au comptant par le moyen du chèque dont la certification entraînera tout de même dérangement et perte de temps, surtout si la banque n'est pas toute proche, ce qui est assez courant. Dans bien des cas, il faudra recourir à la poste, ce qui demandera souvent deux ou trois jours et compliquera l'opération, tout en la rendant plus onéreuse ».

Ces observations sont relativement exactes, mais portent à faux. Relativement exactes, car elles n'atteignent pas la certification qui se fait d'avance, en bloc, pour tout un carnet, comme c'est le cas des chèques confirmés de la Reichsbank. Mais même dans l'hypothèse où la certification se fait, comme en Amérique, pour un chèque déterminé, elles portent à faux, car il ne s'agit pas de supprimer le chèque ordinaire, mais de le revêtir, quand le tireur le juge bon, d'une certaine superstructure qui est la certification. En Amérique, et dans tous les pays où la certification

est admise, il y a deux sortes de chèques en circulation : le chèque ordinaire et le chèque certifié. L'on se sert de l'un ou de l'autre, selon les circonstances et l'avantage qu'on y trouve. On use, par exemple, du chèque ordinaire pour les achats courants et des chèques certifiés quand il s'agit de versements importants et *prévus d'avance* : règlements d'impôts, de ventes d'immeubles, d'honoraires d'avocats.

Il est certain toutefois que l'émission d'un chèque certifié est plus complexe que celle d'un chèque ordinaire : mais est-ce trop exiger du tireur que de l'obliger à certaines démarches ? Dans le chèque, il y a trois personnes en présence : le tireur, le tiré et le porteur. Le tireur et le tiré trouvent de grands avantages dans le système des chèques. Le tireur évite, en grande partie, les risques de perte et de vol et sa comptabilité est presque toute faite. Le tiré ne délivre des carnets de chèques qu'aux personnes qui se font ouvrir un compte. Or, ces comptes sont pour lui une source de prélèvements et de profits. Le porteur, par contre, a plus d'ennuis que d'avantages à être réglé par chèque. A tout le moins que le tireur fasse le nécessaire pour que ces chèques ne soient pas de simples chiffons de papier. On peut donc négliger le reproche qui a été souvent fait au chèque certifié d'entraîner des complications. Ne fait certifier qui ne veut : nulle part la certification n'est obligatoire et jamais il n'a été question de la rendre telle.

On a dit aussi que du fait qu'il y aurait deux sortes de chèques en circulation, l'amour-propre des tireurs, qui faute de crédit, devraient demander la certification, se trouverait atteint. Cette considération a quelque chose d'un peu puéril.

Plus impressionnante à première vue est la critique suivante que l'on trouve dans le rapport de M. le député Payen du 6 décembre 1923, sur la proposition Fould-Montjou : « L'emploi du chèque comme instrument de paiement permet à tous les particuliers de ne conserver qu'un minimum d'espèces. Cela signifie que de très abondantes disponibilités sont confiées aux banques, à charge par elles d'assurer par roulement tous les paiements qu'on leur demande. Par suite, l'utilité générale du chèque est

de permettre un minimum d'immobilisation de capitaux pour le service des chèques, c'est-à-dire, en somme, pour le fonds de roulement de la communauté. Le chèque accepté supprimerait cet avantage général. Le tiré serait, en effet, dans l'obligation de bloquer le compte du tireur à partir de l'acceptation jusqu'au jour où on lui demanderait le paiement du chèque. Ce serait comme si le tireur avait mis ses billets dans un coffre-fort et par conséquent avait rendu son capital inutile pendant quelque temps en prévision du paiement à effectuer. Abstraction faite des complications d'écritures dans les banques, on voit que ce système aboutirait à la suppression de la valeur économique des paiements par chèque. »

Comme le dit très bien M. Pierre Thibaut, si ces conséquences étaient incluses dans le système de la certification, il n'y aurait qu'à le rejeter. Mais on est *a priori* sceptique : nulle part ce chèque ne remplit davantage sa fonction économique qu'aux États-Unis, et c'est la patrie du chèque certifié. A l'examen, l'objection s'effondre : l'immobilisation de la provision n'est pas matérielle ; elle n'est que le résultat d'une écriture. Le compte du tireur est instantanément débité de la provision et le montant est affecté au chèque visé. Mais elle ne se fait pas par la mise en réserve de billets de banque ou de monnaies métalliques : le banquier tiré s'engage à payer dans toute hypothèse et c'est tout. Il paiera ce chèque exactement comme les autres, c'est-à-dire presque toujours sans aucun maniement de fonds » (pp. 55 et 56).

Après comme avant la certification, les fonds du tireur restent chez le tiré ; il en fait l'usage qu'il juge bon ; il est même prévenu que dans un bref délai il aura telle somme à régler. La certification vaut, en une certaine manière, préavis. C'est aux banques d'avoir toujours assez de disponibilités pour être en mesure de payer, la certification n'aggrave pas leur position, à moins qu'elle ne soit faite à découvert et alors c'est encore une question de mesure. Certes des abus sont à craindre ; mais quelle est l'institution qui n'y donne pas lieu ? La certification n'en est que l'occasion : elle n'en est pas la cause. Ce sont les engagements exagérés des banques qui ont déclenché la crise des années 1930 et suivantes, d'abord en Autriche, puis en Allemagne, puis en Amérique et par la suite dans tous les pays. Mais les crédits

excessifs se sont rarement faits sous la forme de la certification des chèques; ils se sont surtout réalisés sous la forme d'ouvertures de crédits et d'acceptations de traites.

Une autre objection, qui revient sans cesse dans les Conférences internationales et devant les Parlements, c'est que la certification est en antinomie avec la nature juridique du chèque. Cette objection n'est pas dénuée de valeur, si l'on analyse le chèque en un mandat du tireur au tiré, comme le fait l'Angleterre, mais ce n'est pas la conception que s'en fait la France, et la preuve, c'est que la mort du tireur reste sans effet sur le paiement du chèque; c'est que la révocation par le tireur n'est admise que dans des cas très limités; c'est qu'enfin le porteur a une action directe contre le tiré qui a provision. Pour la France, il semble bien que le chèque soit une institution complexe et malheureusement peu homogène: dans une certaine mesure, mandat dans les relations du tireur et du tiré, cession de créance d'une nature spéciale dans les rapports du tireur et du porteur. Du fait même que la nature juridique du chèque est si mal dégagée en France, il est difficile de prétendre que la certification lui est antinomique.

Dans la réalité, les résistances qu'a rencontrées le chèque certifié dans les conférences internationales en Angleterre et en France ont peut-être été déterminées par deux craintes: la crainte d'aller à l'encontre du privilège des banques d'émission et la crainte aussi d'aboutir à une circulation monétaire de moindre qualité et de danger tout aussi grave que la circulation des billets. C'est une question que nous aborderons dans le troisième chapitre de cette étude.

Section III

LA LOI DU 28 FÉVRIER 1941

Le Gouvernement pouvait opter entre diverses formules de certification: il pouvait adopter le système américain; il pouvait préférer le système allemand des chèques confirmés; il pouvait

s'approprier la proposition Fould-Montjou; il pouvait enfin faire quelque chose d'un peu neuf.

La loi décide tout d'abord que la certification est obligatoire pour le tiré, si elle est demandée soit par le tireur, soit par le porteur, à moins qu'il n'y ait insuffisance de provision. C'est le système américain qui admet, comme on l'a vu, deux modes de certification : à la demande du tireur et sur réquisition du porteur ; le premier est le mode habituel, le second est exceptionnel. On sait à quelles critiques il a donné lieu : lorsque le porteur présente le chèque ce doit être pour se faire créditer et non pour le faire accepter puisqu'il s'agit d'un instrument de paiement et non point de crédit. Autant on comprend que le porteur sollicite l'acceptation du tiré en matière de lettre de change, autant on s'en étonne quand il s'agit d'un chèque. La proposition Fould-Montjou évitait avec soin ce défaut qui a tant contribué dans les conférences internationales à faire écarter le chèque certifié. Le législateur français de 1941 a des excuses : il ne veut négliger aucun moyen de développer le chèque ; la logique juridique l'intéresse moins que le désir d'enrayer l'accroissement de la circulation des billets.

Il faut reconnaître, en outre, que la certification sur réquisition du porteur, qui théoriquement dénature la conception que l'on doit se faire du chèque, est pratiquement sans grands risques, puisque les effets de la certification ne durent que jusqu'au terme du délai de présentation fixé par l'article 29 de la loi du 14 juin 1865, modifiée par le décret du 30 octobre 1935. Voici cet article : « Le chèque émis et payable dans la France métropolitaine doit être présenté au paiement dans un délai de huit jours. Le chèque émis hors de la France métropolitaine doit être présenté dans un délai, soit de vingt jours, soit de soixante-dix jours, selon que le lieu d'émission se trouve situé en Europe ou hors d'Europe. A cet égard, les chèques émis dans un pays riverain de la Méditerranée sont considérés comme émis en Europe. Le point de départ des délais sus-indiqués est le jour porté sur le chèque comme date d'émission. »

Il résulte de cet article que le chèque, même certifié sur réquisition du porteur, ne peut pas demeurer longtemps dans la circulation, sous peine de perdre le bénéfice de cette certification. On se rappelle que l'Amérique se contente de dire que le chèque

certifié, comme les chèques ouverts, doit être présenté dans un délai raisonnable. Ses tribunaux décident d'après toutes les circonstances de la cause. Ce système, en soi intéressant et soutenable, présente trop d'incertitude, bien que les précédents y remédient pour une large part.

Le législateur français a donc suivi l'Amérique en ce qu'il admet la certification à la demande soit du tireur, soit du porteur. Mais l'Amérique fait produire à la certification sur réquisition du porteur des effets tout à fait remarquables. Dans ce cas, le tireur et les endosseurs du chèque sont dégagés, le tiré seul est désormais tenu : la certification opère novation. Pour des raisons qui lui sont particulières, le porteur a fait confiance au tiré, il en est dès lors réduit à suivre sa foi.

La loi du 28 février 1941 n'admet pas de telles conséquences ; elle se borne à dire que la provision du chèque certifié reste sous la responsabilité du tiré, bloquée au profit du porteur jusqu'au terme du délai de présentation : formule heureuse qui est dans la logique de la certification et qui assure que le porteur diligent sera payé. On est en face d'un chèque avec affectation spéciale de provision et l'affectation est garantie par la responsabilité du tiré.

Le législateur part de l'idée que la certification ne doit être donnée que s'il y a provision suffisante et il en dégage les conséquences logiques : le tiré doit bloquer cette provision et la tenir à la disposition du porteur jusqu'au terme des délais de présentation. S'il ne le fait pas, il devra payer de sa bourse ; le porteur n'a pas à entrer dans les conventions qui peuvent exister entre le tiré et le tireur, il doit être réglé ; il peut actionner en justice le tiré qui est déclaré responsable si la provision fait défaut, si le chèque n'est pas immédiatement honoré.

Les formes de la certification sont très simples : elle résulte, dit le texte, de la signature du tiré au recto du chèque. Le formalisme est réduit au minimum : signature du tiré au recto et non pas au verso, ce qui pourrait entraîner une confusion dans la suite des endossements. Ce sont les mêmes formes que celles qui figurent dans le décret du 30 octobre 1935 relatif à la lettre de

change. La validité de l'acceptation avec tous les effets qui en résultent au point de vue cambiaire est subordonnée à son inscription sur la lettre de change. A plus forte raison devait-il en être de même de la certification.

La loi reste muette sur le point de savoir si l'établissement de crédit a le droit de demander une commission pour ce travail supplémentaire. Les banques, dans le silence du texte, résolvent ce problème par l'affirmative.

La loi du 28 février 1941 a trouvé un heureux complément dans une autre loi du 26 mars 1942 (J. O. du 11 avril 1942). Cette dernière, applicable en France et en Algérie, organise la certification des chèques postaux par le bureau central des chèques postaux intéressé; les formalités sont calquées sur celles de la certification des chèques ordinaires. La taxe est celle de la catégorie à laquelle le chèque postal appartient au moment de la certification.

Quelle est la portée pratique de cette loi et de celle du 22 octobre 1940, tant du point de vue des résultats acquis que du succès qui peut en découler dans la lutte contre l'inflation? C'est à la solution de ce problème que nous allons maintenant nous attacher.

CHAPITRE III

Portée pratique des lois du 22 Octobre 1940 et du 28 Février 1941

Section I

LES RÉSULTATS ACQUIS

Nous avons déjà examiné quelle était la situation financière en 1940. Quelle est-elle maintenant ? Voici l'un des derniers bilans de la Banque de France :

Situation hebdomadaire de la Banque de France au 9 Avril 1942

ACTIF

Enc. or	84.597.593.843
Monnaies d'ag. nick. billon.....	481.070.650
Comptes cour. post.	132.556.259
Dispon. à vue à l'étrang.....	37.241.165
Effets escompt. sur la France.....	5.122.644.413
Eff. garant. p. l'Of. des Céréales.....	14.700.000
Eff. escompt. sur l'étrang.....	675.224
Eff. négoc. ach. en France.....	7.142.409.500
Avances sur titres.....	2.988.951.958
Avances à 30 jours.....	2.988.951.958

Bons du Trésor.....	30.000.000.000
Bons de la Cais. Autonome.....	5.245.375.590
Prêts sans int. à l'Etat.....	10.000.000.000
Avances provis. à l'Etat.....	64.300.000.000
Av. p ^r frais d'occupation.....	159.445.586.514
Rentes avec affect. spéciales.....	112.980.750
Immeubles et mobilier.....	4.000.000
Divers	4.576.591.782

PASSIF

Capital	182.500.000
Bénéf. en add. au capital.....	303.231.454
Réserves mobilières	22.105.750
Réserves immobilières	4.000.000

Engagements à vue :

Billets au porteur en circulat.....	286.979.005.795
Comptes cour. crédit.	85.550.716.645
Divers	3.246.184.007

Couverture des engagements à vue :

Montant '	372.529.722.441
Proportion	22,71 %

La circulation, qui était inférieure à 200 milliards, a augmenté de plus de 85 milliards, mais dans le même temps, les frais d'occupation seuls se sont montés à environ 160 milliards; l'inflation est donc moindre que celle à laquelle on pouvait s'attendre.

D'autre part, il faut signaler deux conversions, l'une qui a pris fin le 15 octobre 1941, l'autre le 15 mars dernier et qui ont remporté un succès complet. On peut d'autant plus se réjouir que les rentes converties à 3 1/2 % rapportaient dans certains cas près de 8 %. En septembre 1941, la Caisse autonome d'amortissement a émis un emprunt 4 %. Les souscriptions ont dépassé 15 milliards et demi; les versements en bons de la défense nationale ont été de 3 milliards 300 millions, le surplus des souscriptions a

été réalisé en numéraire. Citons encore un rapport du ministre secrétaire d'Etat aux Finances : « Le taux des bons à deux ans a été ramené à 3 % en janvier 1941, à 2,75 % aujourd'hui. » (J. O. 1^{er} janvier 1942.)

En quoi ce léger redressement dans une situation qui demeure tragique est-il imputable aux lois des 22 octobre 1940 et 28 février 1941 ? Il serait vain de le rechercher au milieu de causes si multiples. Notre but doit être plus modeste et sera atteint lorsque nous aurons étudié la répercussion de ces lois simplement sur les paiements par chèque. Le problème ainsi délimité n'est encore pas, nous allons le voir, d'une solution aisée ni précise.

Ce n'est pas en une année que peut se développer une institution aussi nouvelle que celle du chèque certifié. Aucune des banques auprès desquelles nous nous sommes documenté n'a pu nous communiquer de chiffres exacts ; cependant toutes ont déjà eu à certifier quelques chèques. A défaut de renseignements précis, nous devons nous contenter de parler des espérances que la loi du 28 février a suscitées dans les milieux bancaires et qui ne sont pas minces.

Dans un article du *Journal de la Bourse* du 8 mars 1941, intitulé : « Le chèque certifié », l'on peut lire ce qui suit : « Cette initiative du ministre des Finances est appelée à favoriser grandement la circulation du chèque en France. Jusqu'à présent, un créancier n'acceptait un chèque de son débiteur que lorsqu'il avait une pleine confiance dans la bonne foi de ce dernier, c'est-à-dire quand il avait la quasi-certitude que le chèque en question serait payé par la banque. Certes, pour diffuser l'emploi de cet instrument de paiement, la loi avait édicté des peines très sévères à l'égard des émetteurs de chèques sans provision, mais la sanction ne pouvait intervenir qu'après une longue et coûteuse procédure que le créancier lésé devait entamer pour obtenir gain de cause. Pour ne pas s'exposer à un risque semblable, le créancier préférait naturellement recevoir son paiement en billets de banque, dès qu'il n'était pas exactement fixé sur la solvabilité réelle de son débiteur.

A l'avenir, il suffira au débiteur de prendre soin, au préalable, de faire certifier son chèque par la banque sur laquelle il est tiré,

pour que le créancier n'ait plus aucune crainte quant à son paiement. Le chèque certifié pourra être accepté au même titre (*il eut fallu dire : à peu près*) qu'un billet de la Banque de France. L'un et l'autre offriront les mêmes (*pas tout à fait*) garanties au bénéficiaire, à condition que ce dernier remette, dans le délai légal, l'effet à son propre banquier pour le paiement. »

Nous souscrivons, sans trop de réserves, à ces assertions si nettes et, dans l'ensemble, fort exactes; mais la suite de l'article peut prêter à discussion. La voici: « Les banques françaises et spécialement les grands établissements de crédit sont appelés à tirer de grands avantages de la diffusion du chèque certifié. C'est une véritable monnaie qu'ils sont en mesure de créer, monnaie qui pourra circuler concurremment avec les billets de la Banque de France, au moins pendant le temps durant lequel la provision est bloquée au compte du tireur.

En résulte-t-il une inflation? Nullement. L'emploi du chèque certifié n'augmentera pas le pouvoir d'achat existant actuellement en France et qui est représenté, d'une part, par les billets de l'Institut d'Emission et d'autre part par les dépôts confiés aux banques par le public. Mais jusqu'alors, la circulation de cette seconde fraction du pouvoir d'achat national était entravée par la défaveur qu'à tort ou à raison certains attachèrent au chèque, en raison de la possibilité d'une défaillance du débiteur. Le chèque certifié comble cette lacune.

La monnaie scripturale tend ainsi de plus en plus à se rapprocher du billet de banque. Elle devient un instrument de paiement aussi sûr et aussi pratique que ce dernier. Elle présente même, par rapport au billet de banque, des avantages supplémentaires, puisque, par son emploi, tout risque de vol est écarté... »

Comme on le voit, l'auteur de ce très intéressant article, croit que, du fait de la création de cette nouvelle monnaie par les banques nulle inflation n'est à craindre, puisque le pouvoir d'achat de la nation est représenté par les billets et par les dépôts déjà existants lors de la certification. Nous aurons à revenir sur cette question; il suffira de remarquer, pour l'instant, que l'auteur ne tient aucun compte de la vitesse de circulation des moyens de paiement et va ainsi à l'encontre des données regardées aujourd'hui comme acquises.

Avec la loi d'octobre 1940, nous sommes sur un terrain plus solide. Inutile de dire que les banques qui en bénéficient directement lui ont donné toute la publicité en leur pouvoir. Des affiches contenant les principales prescriptions de la nouvelle loi ont été apposées dans presque tous les établissements de crédit, souvent même à leurs portes; des circulaires ont été imprimées dans le genre de la suivante :

Société Générale pour favoriser.....

Ouverture de comptes-courants à vue avec faculté d'utilisation de chèques et virements conformément aux dispositions des décrets-loi du 22 octobre 1940. Paiement de coupons.....

Grâce à cette publicité, la loi est dans l'ensemble bien connue du public et les paiements par chèque ont augmenté. Pour des raisons diverses, notamment le fait que leur comptabilité n'est pas organisée dans ce but, les banques ne donnent pas d'indications bien précises; il semble que les paiements par chèques aient, du fait de la loi, augmenté de 3 à 4 %; mais l'augmentation des paiements par chèques postaux a dû être beaucoup plus considérable.

Nous avons eu entre les mains des extraits d'un rapport de l'Administration de l'Enregistrement. Ce rapport a été établi à la suite d'une enquête faite à Nice sur les infractions à la règle du paiement par chèque des sommes supérieures à 3.000 francs. Nous ne sommes malheureusement pas autorisé à les publier. Il nous est toutefois permis de dire que l'administration est très satisfaite et n'a relevé qu'un nombre d'infractions infime. Aucun particulier ne dispose des moyens d'investigation dont peuvent user les inspecteurs de l'Enregistrement; en conséquence, nous ferons nôtres, non sans nous demander si elles ne font pas montre d'un optimisme un peu exagéré, les conclusions de l'Administration. Malheureusement, un trop grand nombre de transactions se font sans doute encore sur le marché noir. Il est évident qu'elles ne peuvent guère s'accommoder du règlement par chèque.

Il est à tout le moins certain qu'un grand nombre de personnes ont reçu en paiement des chèques barrés pour des sommes supérieures à 3.000 francs. Dans certains cas, elles avaient déjà

des comptes, ou elles ont pu endosser ces chèques à des personnes qui en possédaient; dans d'autres cas, elles ont été amenées à devenir clientes d'une banque ou d'un bureau de chèques postaux. Si l'on ajoute à cette source non négligeable d'augmentation du nombre des comptes de dépôt, la prescription même de la loi astreignant les commerçants à se faire ouvrir un compte, on peut supposer que la progression a été importante.

Ces prévisions sont confirmées par les faits. Fin janvier 1941, c'est-à-dire trois mois après la promulgation de la loi, une augmentation de 10 % avait été enregistrée dans le nombre des comptes commerciaux. Mais les augmentations en capital étaient beaucoup moins sensibles, car de nombreux clients étaient plus soucieux de posséder un compte nominal et de se conformer ainsi à la lettre de la loi que d'alimenter substantiellement ce compte. Cependant, même de ce point de vue de la fluctuation des dépôts en banque, la situation paraît excellente. Sur ce sujet, du moins, les renseignements ne nous font pas défaut.

Lors de la déclaration de guerre, les déposants se précipitèrent dans les banques, comme ils l'avaient fait en 1914. Mais les banques payant à guichets ouverts, grâce au concours de la Banque de France, la panique cessa rapidement et un moratoire ne fut pas nécessaire, ainsi qu'il l'avait été en 1914. Il faut dire que la guerre de 1939 n'était pas survenue en coup de foudre comme celle de 1914, que l'on s'y attendait sans cependant oser y croire tout à fait et que des précautions avaient pu être prises soit par les banques, soit par les particuliers. Le calme se rétablit donc assez vite.

A l'Assemblée générale de la Société Générale tenue le 29 mai 1941, le Président du Conseil d'administration, mieux placé que quiconque peut-être, s'exprimait ainsi : « Notre activité s'est forcément ressentie des circonstances exceptionnelles dans lesquelles elle a dû s'exercer. Il y a lieu de distinguer à cet égard trois périodes au cours de l'année 1940. Les quatre premiers mois de l'exercice avaient été caractérisés par une grande aisance monétaire. La production du pays s'adaptait aux besoins multiples de la défense nationale; l'accélération des paiements de l'Etat à ses fournisseurs contribuait à accroître dans une large mesure la masse des capitaux circulants qui, maintenus en circuit fermé

par le jeu du contrôle des changes ne pouvaient trouver de emploi que sur le marché intérieur. Les dépôts aux banques accusaient une progression qui permettait de donner satisfaction aux besoins de la clientèle et de tenir à la disposition de l'Etat, par les souscriptions aux Bons du Trésor et aux Bons d'armement, une partie des ressources nécessaires au financement de la guerre.

Les événements survenus en mai et juin ont entraîné un renversement complet de cette situation. Le repli des administrations publiques, l'évacuation des entreprises privées, l'exode de la population ont provoqué des besoins subits et importants de capitaux qui ont déterminé un mouvement accentué de retrait des dépôts bancaires ainsi que des fonds confiés aux Caisses d'Epargne. Grâce à la politique prudente suivie par les banques et à la parfaite liquidité de leurs dépôts, grâce au large concours donné par la Banque de France, les Etablissements de Crédit ont pu faire face à toutes les demandes de leurs déposants, sans qu'il ait été besoin d'envisager, à aucun moment, le recours à un moratoire général.

Cette crise n'a été que de courte durée : elle ne s'est pas prolongée au delà des circonstances exceptionnelles qui l'avaient engendrée. Dès les premières journées qui ont suivi la signature de l'armistice, le fléchissement des dépôts était arrêté. Bientôt un mouvement inverse se dessinait qui prenait assez vite une ampleur considérable puisque, pour notre établissement, les dépôts atteignaient au premier bilan que nous avons pu établir à la fin du mois de septembre, 17.803 millions, alors qu'ils ne s'élevaient au dernier bilan publié avant le repliement de nos services centraux, c'est-à-dire à la fin du mois de mars, qu'à 14.660 millions. Leur progression s'est poursuivie pendant le dernier trimestre au point d'en porter en fin d'année le total à 20.184 millions, au lieu de 13.438 millions au 31 décembre de l'année précédente. Pour l'exercice entier, l'augmentation ressort ainsi à 50 %. »

Ce fait a été général et s'est étendu à tous les établissements de crédit. Voici quelques bilans qui le montrent. Le rapport du Crédit Lyonnais montre que, dans cet établissement, pour l'exercice 1940, l'accroissements des comptes de dépôts et des comptes-courants a été de l'ordre de 7 milliards. Le compte rendu du Crédit Industriel et Commercial présenté aux actionnaires le 1^{er} avril

1941 souligne que, au 31 décembre 1940, les fonds mis à la disposition de cette société par la clientèle ont progressé de fr. 345 millions 686.000, passant d'une année à l'autre de fr. 2.796.015.000 à 3.141.701.000.

Au Comptoir National d'Escompte, comparée à celle du 31 décembre 1939, la situation au 31 décembre 1940 fait ressortir une augmentation des comptes de chèques à 10.505.879.506 contre 6.502.850.124 fr. et des comptes-courants créditeurs à 4.511.217.960 francs contre 3.478.559.683 francs.

En 1941, la progression des dépôts a continué au même rythme pendant les six premiers mois. Voici quelques chiffres : A la Société Générale, au bilan du 30 juin, les comptes de chèques, dépôts à échéance fixe et comptes-courants créditeurs accusent par rapport aux chiffres de décembre précédent, une progression totale de 3.412.000.000. Au Crédit Lyonnais la progression est de 5 milliards et de 909 millions au Crédit Industriel. Au Comptoir d'Escompte elle est de 816 millions pour la même période.

On estime que dans les grandes banques le total des dépôts était approximativement :

En 1938 de	31.304 millions
En 1939 de	36.162 —
En janvier 1940 de.....	42.850 —
En décembre 1940 de.....	51.982 —
En mai 1941 de.....	70.321 —

Que faut-il penser de cette progression, qui ne s'est d'ailleurs pas poursuivie au même rythme ?

Elle nous paraît remarquablement faible et mal masquer des régressions en valeur absolue.

Que vaut le franc de 1942 par rapport à celui de 1938 ? Sa valeur nous paraît avoir baissé sur les marchés libres de l'extérieur et sur les marchés intérieurs bien plus que le chiffre des dépôts n'a monté.

En dehors même de cette considération essentielle on aurait pu s'attendre à ce que le montant nominal des dépôts en banque augmentât bien plus encore qu'il ne l'a fait, sous l'influence de la quantité accrue de capitaux liquides qui existent en France. Cet

excédent de disponibilités est fort bien mis en lumière dans un rapport du Président de la Société Générale à l'Assemblée des Actionnaires (29 mai 1941) :

« L'existence même d'une masse importante de capitaux liquides dans notre pays et leur afflux dans les caisses des établissements de crédit procèdent de causes diverses. La pléthore du marché monétaire résulte, en premier lieu, du manque d'activité de nos entreprises industrielles et commerciales, gênées dans leur fonctionnement par toutes les entraves que la situation présente apporte à la production et aux échanges : épuisement des stocks, pénurie de matières premières, manque de moyens de transport, insuffisance des apports coloniaux, arrêt presque complet des importations de l'étranger.

Le ralentissement des affaires se traduit, dans la plupart des entreprises, par un excédent de disponibilités qui ne trouvent plus leur utilisation normale.

D'autre part, le volume des signes monétaires mis en circulation par l'Institut d'Emission a progressé au cours de l'exercice 1940, sous l'influence des besoins du Trésor. Le financement des dépenses de guerre pendant les premiers mois de l'année, la couverture des dépenses extraordinaires depuis l'armistice et notamment celle des frais d'entretien des troupes d'occupation, ont contraint l'Etat à recourir aux avances de la Banque de France, malgré le rendement favorable des souscriptions aux bons du Trésor. »

Le Président du Crédit du Nord se plaint à l'Assemblée des Actionnaires, tenue à Lille, le 25 juin 1941, que sa Banque n'ait pu utiliser à leur pleine mesure les facultés de crédit correspondant à l'accroissement de ses capitaux. L'abondance des disponibilités monétaires a, en effet, rendu particulièrement malaisé l'emploi des ressources de la société et diminué sensiblement la productivité de ses opérations.

Si l'on descendait dans les détails, on pourrait observer que certaines branches de l'industrie et du commerce ont fait beaucoup plus d'affaires depuis l'occupation qu'en temps normal. Il en a été ainsi, par exemple, des grands magasins et de toutes les maisons de vêtements, de bonneterie, etc., etc.

Aujourd'hui, les magasins ne possèdent plus autant de marchandises, mais ils ont des billets qu'ils ont déposés dans les banques en attendant de pouvoir se réapprovisionner.

Il est piquant de remarquer que dans les explications données par les banques sur l'augmentation des sommes à elles confiées, ne figure jamais la loi du 22 octobre 1940; c'est que l'intervention consciente des législateurs est bien négligeable à côté du résultat inéluctable des lois économiques.

Nous voyons une preuve de ce que la liquidation des stocks est largement responsable du mouvement que nous avons signalé dans le fait que ce mouvement a subi un ralentissement depuis juin 1941 malgré l'augmentation continue de la circulation fiduciaire. Les comptes-courants créditeurs sont passés du 30 juin au 30 septembre de 16 milliards 670 millions à 15 milliards 598 millions au Crédit Lyonnais et se sont trouvés au Comptoir National d'Escompte, pendant la même période, en régression de 708 millions de francs. Pour les quatre grandes banques (Crédit Lyonnais, Comptoir National d'Escompte, Société Générale, Crédit Industriel), le premier semestre de 1941 s'était soldé, nous l'avons vu, par une augmentation des comptes de dépôts, des bons à vue, ainsi que des comptes-courants créditeurs égale à 15 milliards 177 millions. Cette augmentation n'est plus que de 4.166 millions pour les six derniers mois de la même année.

Si l'on prend le pourcentage des augmentations des dépôts dans les banques chaque année par rapport à l'année précédente, on constate que ce pourcentage est de 27 % en 1939, 48 % en 1940, 24 % en 1941; le premier semestre à lui seul représente plus des trois quarts de ces 24 %.

Nous trouvons une conclusion comparable à la nôtre dans l'*Agence économique et financière* du 7 mars 1942: « On constatera que la très vive progression (dans le mouvement des dépôts) enregistrée dans le second semestre de 1940 et qui s'était encore poursuivie durant les six premiers mois de 1941, a accusé dans la seconde moitié de l'année écoulée, un ralentissement marqué dont les causes, nous l'avons dit, résident dans la hausse des prix et l'arrêt de la liquidation des stocks. »

Nous ne pensons pas cependant que la loi d'octobre 1940 soit restée sans effets pratiques. Peut-être la régression (c'en est bien une malgré les apparences) aurait-elle été plus sensible sans les nouvelles prescriptions légales. Il reste en tout cas que le nombre des comptes s'est accru soit dans les banques, soit dans les bureaux de chèques postaux et c'est une circonstance favorable au règlement par jeux d'écritures.

Mais en admettant même que, compte tenu de la différence des richesses, les virements et compensations prennent en France, à la suite des lois en vigueur ou de nouvelles, la même importance qu'en Angleterre et en Amérique, est-ce que les dangers de l'inflation se trouveraient par là même écartés ? Est-ce que les changes seraient stabilisés ? Est-ce que les prix ne s'élèveraient plus sous l'influence des causes monétaires ? C'est à l'examen de cette question que va être consacrée notre seconde Section.

Section II

LE CHÈQUE ET L'INFLATION

Nous n'avons pas la prétention de résoudre le problème de savoir si les billets et les inscriptions en compte sont au même degré générateurs d'inflation. Les économistes les plus qualifiés s'y sont essayé et n'ont pas réussi à se mettre d'accord. Nous nous contenterons de faire quelques constatations et d'émettre quelques suggestions.

Pour l'opinion publique, la question ne se pose même pas. On en trouve la preuve dans les débats des assemblées législatives, dans les articles de presse et dans les déclarations des milieux d'affaires.

Au cours de cette étude, nous avons vu que les orateurs qui ont pris part à l'élaboration de toutes les lois relatives au chèque ont toujours préconisé sa diffusion pour obvier au danger que ferait courir l'émission de billets exagérée par rapport à la

couverture. La position des pouvoirs publics, depuis 1910 environ, n'a jamais varié : ils ont toujours recommandé les règlements par jeux d'écritures et combattu les règlements par billets, non pas seulement pour des raisons techniques, mais pour parer aux risques de dépréciation de la monnaie.

Dans les débats des Chambres, l'on ne trouve guère qu'une voix un peu discordante : celle du Comte de Germiny, rapporteur au Sénat Impérial de notre première loi sur le chèque. Excédé peut-être par les éloges dithyrambiques que l'on faisait des procédés anglais de règlement, il disait : « Il faut tenir compte des habitudes commerciales des deux pays : il faut se souvenir, par exemple, que la France possède pour 5 ou 6 milliards de numéraire et qu'elle tient à conserver ce trésor avec sollicitude.

« Si elle pouvait penser que le chèque serait un moyen de substituer une valeur de papier au numéraire, elle ne l'accepterait qu'avec une extrême réserve ; elle aurait le sentiment que cet instrument de paiement et de compensation lui est moins nécessaire qu'à l'Angleterre qui passe pour n'avoir que 1 milliard 500 millions de métaux précieux. Il est aisé de comprendre que le peuple anglais a dû s'appliquer à organiser des formes de crédit suppléant à l'or et à l'argent ; et malgré tout le parti qu'il tire de ces formes, la question de savoir si elles nous sont aussi nécessaires, si nous ne devons pas nous estimer heureux d'en avoir moins besoin, ne sera pas chez nous résolue sans réflexion. » (1)

Plus loin, le Comte de Germiny ajoutait : « Ce n'est pas sans raison et sans respect pour de saines traditions que les populations stipulent, dans la plupart de leurs baux, l'obligation d'en payer le prix principal en espèces sonnantes d'or et d'argent et non autrement ; et comme on dit que l'homme a l'instinct de sa conservation, on peut dire que le peuple français a l'instinct national de la conservation du numéraire.

« Ajoutons que depuis qu'il y a plus d'or que d'argent dans la circulation (autrefois, c'était le contraire) on n'a même pas, pour s'en servir moins, le prétexte de l'incommodité et souvenons-nous que pour payer les soldes débiteurs de nos relations internationales, on ne peut se passer d'espèces. »

(1) *Moniteur*, 10 juin 1865, p. 772.

Ce plaidoyer pour l'or paraîtra bien démodé aux journalistes qui, presque chaque jour, proclament la déchéance de l'or, mais il est curieux de noter que les dirigeants des pays qui sembleraient devoir être, par nécessité, les plus hostiles à l'utilisation du métal jaune ne sont pas si éloignés des vues du Comte de Germiny. Ils reconnaissent l'importance d'une encaisse or pour gager les crédits internes et surtout pour assurer les règlements des soldes dans le trafic international des marchandises et des capitaux. (1)

Malgré cela, l'on ne peut guère espérer un retour aux régimes monétaires d'avant 1914; c'est-à-dire de la monnaie à convertibilité absolue, mais, selon toute probabilité, la fonction de l'or restera essentielle pour permettre l'équilibre des échanges extérieurs qui, après la fin des hostilités, devraient prendre une ampleur remarquable.

Non seulement les pouvoirs publics estiment que seule l'inflation par billets est vraiment redoutable, mais la presse, les milieux d'affaires, et l'entité qui devrait trouver place à côté de « *l'homo economicus* », nous voulons dire « l'homme de la rue », sont d'accord avec eux. Dans une foule d'articles parus spécialement dans le *Temps* et dans l'*Information*, on pouvait lire que la forme la plus visible, la plus nocive, la moins efficace de l'inflation, c'est l'inflation brutale par billets de banque.

Les dirigeants des Grands Etablissements de crédit partagent ce point de vue. Dans un rapport à la dernière Assemblée des Actionnaires, le Président de la Société Générale disait : « La défense du franc exige que le Trésor soit mis à même de satisfaire aux besoins exceptionnels qui lui incombent en évitant autant que possible, l'accroissement de la circulation fiduciaire. Il convient donc de veiller au parfait fonctionnement du circuit monétaire, grâce auquel le remploi, en valeurs à court terme du Trésor, des fonds momentanément inutilisés est assuré d'une façon constante. Le rôle des banques est, à cet égard, capital, et l'Etat s'est préoccupé récemment de le faciliter en imposant l'obligation d'effectuer certains règlements sans recours au numéraire. »

(1) Voir dans ce sens une interview accordée par le Chancelier Hitler à M. Cudahy, *New-York Times*, 16 avril 1937.

Quant au Français moyen, il ne suppose même pas que les inscriptions en compte puissent être une source d'inflation; mais il est particulièrement attentif à l'émission des billets. Après la guerre de 1914-1918, il attendait le jeudi avec impatience pour voir le bilan de la Banque de France et manœuvrait ses avoirs en tenant compte du poste: circulation des billets. Si ce poste montait, il fuyait devant le franc. C'est sans doute ce souvenir qui a empêché quelque temps la Banque de France de publier son bilan.

En résumé, dans les sphères gouvernementales, dans la presse, dans le monde des affaires, le grand public, il y a unanimité pour croire que l'inflation par billets est la plus dangereuse des inflations. Cela donne à réfléchir, car comme l'a écrit le Professeur Aftalion: « Peu importe que l'influence qu'on prête à la circulation, que l'adhésion si générale à la théorie quantitative de la monnaie soient légitimes ou non, il suffit que la croyance à une inflation prochaine, ainsi qu'à ses conséquences inévitables, existe pour que les appréciations individuelles dont dépend le cours du change, en soient efficacement influencées. L'erreur peut avoir autant d'action que la vérité. L'erreur peut même devenir la vérité, quand elle est tenue pour telle par nombre de gens. » (1)

Quant aux économistes, ils sont loin d'être unanimes. Ils peuvent se ranger en trois groupes: ceux qui croient que l'inflation et ses suites sont plus à craindre avec les billets qu'avec les chèques, ceux qui croient qu'il n'y a pas de différence à faire, que les risques sont identiques; enfin ceux qui croient que les inscriptions en compte peuvent être plus néfastes encore que les émissions de billets.

Dans le premier groupe, la place de chef de file revient à Ricardo (2), l'inventeur de la théorie quantitative dans sa forme simple, qui fait dépendre les mouvements des prix de la quantité de monnaie dans un pays. Par monnaie, Ricardo entendait les espèces métalliques, les billets de banque convertibles et le papier monnaie, mais non pas les chèques, qu'il considérait comme des instruments de circulation sans influence sur les prix. Dans la

(1) *Monnaie, prix et changes*, 4^{me} éd. Paris 1937, p. 316.

(2) *Principes d'Economie Politique* (1817).

discussion de l'Act de 1844, Sir Robert Peel développa ce point de vue.

Dans le deuxième groupe, l'on peut citer Cantillon (*Essais sur la nature du Commerce en général* 1730-1734. Edition Henri Higgs 1931) et actuellement M. Charles Rist, qui déclare « qu'il faudra le dogmatisme de l'Ecole de Ricardo et les fausses conceptions imposées par la Currency School pour créer le préjugé d'une différence essentielle entre le billet de banque et les comptes-courants créditeurs » (1). Le distingué Professeur, après une analyse du billet et de l'inscription en compte, affirme que leurs effets économiques sont « identiquement les mêmes » (2). Mais il reconnaît que l'erreur de Ricardo a la vie dure. « De période en période, les économistes ont dû redémontrer la théorie (de Cantillon, Tooke, etc.) ce qui n'a pas empêché pendant la grande guerre, la campagne des banques d'émission (aussi bien en France qu'en Allemagne) en faveur du chèque, sous prétexte que l'emploi du chèque n'entraînait pas la hausse des prix comme le faisait l'émission des billets. » (3)

D'autres économistes enfin soutiennent que les inscriptions en compte sont plus dangereuses que les billets. « L'on est en face d'un inflationisme d'autant plus tentant que le public, s'il a pris depuis la guerre et depuis les perturbations monétaires qui l'ont suivie, l'habitude de surveiller minutieusement le volume de la circulation des billets de banque n'a pas encore pris l'habitude de surveiller le volume des crédits ouverts » (4). C'est qu'en effet, les inscriptions en compte peuvent se faire à découvert. « C'est ainsi, lit-on dans le même article, qu'à New-York, une formidable inflation clandestine s'effectua qui devait beaucoup accroître la gravité de la crise économique de 1930-31 et 32 et qui provoqua en fin de compte l'effondrement de la monnaie et du système bancaire en mars 1933. »

Telles sont les trois thèses qui se partagent la faveur des économistes. Nous ne saurions prétendre à dire quelle est celle qui

(1) *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie*, p. 52, SIREY 1938.

(2) Loc. cit. p. 195.

(3) Op. cit. p. 197.

(4) *Revue de Paris*, N° du 1^{er} juillet 1936, p. 48.

renferme le plus de vérité. Nous ne pouvons qu'émettre quelques suggestions.

Il ne semble guère contestable que la diminution de la circulation monétaire due à une augmentation correspondante des paiements par jeux d'écritures ne saurait faire directement baisser les prix. Un raisonnement assez élémentaire va nous le faire comprendre.

L'accroissement des paiements par compensation fait bien diminuer la quantité de monnaie fiduciaire, mais, dans le même temps, la quantité de marchandises payées avec des billets de banque diminue dans la même proportion, puisqu'un certain pourcentage de la quantité totale de marchandises, total demeuré inchangé, aura été réglé par le jeu des compensations. Si nous prenons une expression simplifiée, mais qui suffit à notre but, de

l'équation d'Irving Fisher (1) : $P = \frac{MV}{Q}$ où M représenterait uni-

quement la monnaie fiduciaire, V sa vitesse de rotation, P le prix moyen et Q la quantité des marchandises payées en billets de banque, nous aurons, si la moitié des paiements se met à

s'effectuer par compensation : $P' = \frac{1/2 MV}{1/2 Q}$. Ou encore $P' = \frac{MV}{Q}$ c'est-

à-dire $P' = P$. En d'autres termes, le prix n'aura pas changé.

Mais la diminution de la circulation monétaire présente des avantages; la monnaie, nous venons de le voir, ne vaudra pas directement davantage, mais mieux gagée, elle sera plus solide. Elle sera donc moins attaquée par la spéculation et sa valeur se maintiendra plus aisément. Voilà dans quelle mesure on peut dire

(1) L'équation d'Irving Fisher complète est $MV + M'V' = PQ$. M y représente la quantité de monnaie et V sa vitesse de rotation, tandis que M' est la quantité des moyens de paiement autres que la monnaie et V' la vitesse de rotation de ces derniers.

Tous les économistes sont d'accord pour accepter l'équation d'Irving Fisher, mais là s'arrête leur entente. Les interprétations les plus variées sont proposées sur le sens précis qu'il convient de donner à M et à M'. Toutefois ces querelles sont sans rapport avec notre sujet. C'est pour éviter une discussion inutile que nous nous sommes appuyé sur la forme simplifiée ci-dessus; il va de soi que notre raisonnement reste exact dans chacune des interprétations données par les différents auteurs de l'équation complète.

que c'est une lutte efficace contre l'inflation que de développer les paiements sans déplacement de numéraire; mais cela n'est vrai que pour une monnaie rattachée à un étalon possédant une valeur intrinsèque réelle.

D'autre part, dans l'état actuel de l'opinion, il semble que les émissions de billets soient plus néfastes que les inscriptions en compte parce que, depuis 1914, il n'est presque personne qui n'ait eu à souffrir de la dépréciation ou même de l'anéantissement des billets. Nous pouvons donc dire que la voie suivie par le gouvernement actuel est capable effectivement de mener au but recherché, si un tel but est de freiner la crise que traverse la France et non de la juguler.

Nous ne pouvons en effet fermer les yeux aux raisons principales qui causent en ce moment même la hausse des prix: déséquilibre profond du budget et extrême abondance de la dette flottante d'une part, raréfaction de la marchandise d'autre part.

Le *Journal Officiel* du 1^{er} janvier 1942 a publié la loi portant fixation du budget de 1942. Voici les crédits qui sont inscrits au budget ordinaire:

1° Dette publique	18.580.679.700
2° Dette viagère	16.324.220.600
3° Pouvoirs publics	127.780.000
4° Personnel	26.342.311.900
5° Matériel et fonctionnement des services....	16.460.885.100
6° Travaux	8.691.105.800
7° Charges sociales	7.766.631.300
8° Subventions	7.895.184.900
9° Dépenses diverses	3.373.788.900
Total égal	105.562.588.200

Voici maintenant les crédits prévus au budget extraordinaire:

1° Liquidation des dépenses résultant des hostilités	26.501.749.601
2° Travaux et lutte contre le chômage.....	6.379.269.800
	32.881.019.401

En chiffres ronds, le budget ordinaire s'élève donc à 105 milliards 1/2 et le budget extraordinaire à 33 milliards, soit un total de 138 milliards 1/2.

L'estimation des recettes pour y faire face s'élève à 80 milliards 15 millions.

La proportion des recettes normales provenant de l'impôt par rapport au total des dépenses ordinaires et extraordinaires ne représente que 59 %. Près de la moitié des dépenses qui figurent au budget et la totalité de celles qui ne sont pas inscrites, c'est-à-dire les dépenses d'occupation, doivent être financées par d'autres moyens.

Les impôts ont été augmentés dans une certaine mesure; mais ils rentrent assez mal et des abattements ont dû être consentis à l'égard des victimes les plus intéressantes de la guerre; de sorte qu'en définitive, le financement de ces dépenses a été opéré principalement par des émissions de Bons du Trésor, de quelque nom qu'on les appelle, et par des émissions de billets de banque.

On se rappelle le rapport, que nous avons déjà cité, de la Société Générale sur le remploi de la trésorerie de cette banque en Bons du Trésor. En voici un autre du Crédit du Nord (siège social à Lille) qui est particulièrement curieux. Le Président, après s'être plaint de la difficulté qu'il avait à utiliser les dépôts, vu l'abondance des disponibilités monétaires, ajoutait : « Ces difficultés ont été heureusement atténuées grâce à la politique financière suivie par l'Etat, qui nous a permis de retrouver dans la négociation des effets publics les éléments d'une activité mise en défaut par l'insuffisance du papier commercial. »

Cette politique peut, en effet, faire l'affaire des banques; mais elle ne saurait être poursuivie indéfiniment. L'argent contre lequel des Bons du Trésor sont remis, provient des sommes jetées précédemment dans la circulation par l'Etat et sert à financer de nouvelles dépenses. Ce jeu ne peut avoir qu'un temps et le ministre des finances, qui est un spécialiste averti, le sait mieux que quiconque. C'est pourquoi il écrit, dans son rapport au Chef de l'Etat : « Il serait excessif de croire que l'augmentation de la dette publique puisse être indéfiniment poursuivie sans danger et que le circuit soit susceptible de résorber entièrement la masse

des moyens monétaires destinés à couvrir les dépenses publiques. »

La dette flottante de l'Etat paraît être aujourd'hui de l'ordre de 300 milliards.

La raréfaction des marchandises est un phénomène évident. Outre l'arrêt de certaines importations, qui a entraîné un ralentissement dans la production, les exportations vers certains de nos voisins ont nettement augmenté. Sans doute, les exportations vers d'autres pays ont diminué et sont même tombées à zéro, mais il demeure que notre balance du commerce est probablement favorable.

En résumé, si perfectionnée que soit la technique des paiements, elle ne saurait suffire, à notre sens, à opérer le sauvetage d'une monnaie. Est-ce que l'Angleterre, malgré tous ses efforts et ses sacrifices, n'a pas été contrainte de dévaluer la livre ? Mais il demeure que le renforcement de la solidité de notre monnaie, que peut amener un développement des paiements par jeux d'écritures, joint à la confiance que ce renforcement inspirerait, sont des éléments favorables qui ne doivent pas être délibérément négligés.

Un redressement n'est sans doute pas possible tant que durera la situation actuelle, mais il le deviendra après la guerre. Il faut que jusque là nous glissions sur la pente le plus lentement possible.

Nous savons maintenant que le développement des règlements sans transport de numéraire est un remède qui n'est pas dépourvu d'efficacité. Il nous reste à voir, dans une 3^{me} Section, s'il est au pouvoir du législateur français de faire entrer le chèque dans les mœurs.

Section III

LA LÉGISLATION ET LE DÉVELOPPEMENT DU CHÈQUE

§ 1. — L'insuccès relatif du chèque en France.

Il est certain que le chèque n'est pas entré dans les habitudes françaises. C'est une constatation qui n'est pas neuve.

L'habitude anglaise d'avoir un banquier et de s'en servir comme d'un caissier pour toutes opérations de quelque importance n'existait pas en France en 1865. Alfred Darimon, dans son Rapport au Corps Législatif, signalait au contraire : « l'habitude invétérée que l'on a, en France, de conserver chez soi des sommes et des valeurs inactives. Cette habitude existe, non seulement chez les simples particuliers, mais encore chez tous les commerçants et tous les industriels; chacun a son caissier et sa caisse, malgré les pertes de temps que cela procure, les dangers de vol et d'incendie que l'on court et le risque d'infidélités trop fréquentes. On n'a que peu ou point de rapports avec le banquier et seulement au moment des escomptes et des échéances. Si l'on a un compte-courant, on n'y dépose que juste l'excédent de ses besoins prévus. Quant à ceux qui possèdent un compte-courant à la banque et qui paient par voie de virement, ils composent une sorte de classe privilégiée fort restreinte; c'est, en quelque sorte, l'aristocratie du commerce et de la banque. »

Ces doléances se trouvent dans presque tous les rapports déposés à l'occasion des multiples lois qui ont été édictées depuis sur le chèque. Dans l'exposé des motifs de sa proposition de loi concernant les chèques barrés et les chèques non négociables (1), le sénateur Antony Ratier faisait remarquer que le chiffre des règlements par jeux d'écritures était, en Angleterre, vingt fois

(1) J. O. 16 avril 1917, p. 280, Annexe N° 470 au procès-verbal de la séance du 26 décembre 1906.

supérieur à ce qu'il était en France et que la circulation des billets était chez nous de 4 milliards 527 millions de francs, alors qu'en Angleterre elle n'était que de 725 millions. Quelques années plus tard, le même sénateur observait à nouveau que le stock de monnaie métallique en circulation dans notre pays ou immobilisé dans les caisses de la Banque de France pour garantir le remboursement des billets de banque, et le nombre de billets de banque étaient plus considérables en France que celui de n'importe quel pays, y compris les pays dont l'activité économique est plus intense que la nôtre. C'est ainsi qu'à la date du 24 décembre 1910, la Banque de France avait en circulation 5 milliards 183 millions de francs en billets, alors qu'à la même date les banknotes de la Banque d'Angleterre s'élevaient seulement à 730 millions de francs. (1)

En 1916, M. le député Landry citait le tableau suivant, relatif à l'évaluation des stocks monétaires en 1913 :

	Or	Argent	Papier non couvert	TOTAL	Moyenne par tête en francs
ALLEMAGNE	4.739	331	1.419	6.489	99,92
ANGLETERRE	4.299	652	600	5.551	122,35
ÉTATS-UNIS	9.862	3.869	4.159	17.890	182,23
FRANCE	6.216	2.130	1.683	10.029	251,90

Signalons au passage qu'en 1942, la quantité de monnaie de papier en circulation est d'environ 6.250 fr. par tête d'habitant. Mais retournons au rapport de M. Landry : « Pour tirer de la comparaison des chiffres ci-dessus des conclusions justes, on doit tenir compte de facteurs divers, par exemple de la richesse relative des pays considérés, (toutes choses égales, il faut plus de monnaie dans un pays plus riche et où le volume des transactions est plus gros) ou encore de la densité de la population. Les modes de règlement des comptes qui ne comportent pas d'emploi de monnaie se généralisent plus aisément dans les pays à population dense, où la vie est surtout urbaine et où la plupart des

(1) J. O. 10 décembre 1911, p. 963, annexe N° 18 au procès-verbal de la séance du 4 février 1909.

habitants ont des banques à leur portée. Mais, même en faisant la part de toutes ces considérations, il reste qu'en France on se servait, à cette date, de monnaies pour les paiements plus qu'en Allemagne, en Angleterre ou aux Etats-Unis. » (1)

M. Landry, dont le rapport est de juillet 1916, note encore que depuis le début de la guerre la circulation des billets s'est beaucoup accrue, passant de 5.912 millions le 23 juillet 1914 à 15.744 millions le 15 juin 1916, et que la proportion des comptes réglés en espèces paraît avoir beaucoup grandi... « L'on s'efforce par tous les moyens possibles de modérer les préférences que le public manifeste de longue date pour les paiements en billets de banque qui, ne nécessitant pas de formalités, lui paraissent dans bien des cas très pratiques. » (2)

Le ton des doléances s'élève à mesure que s'accroît la circulation des billets. En 1917, c'est M. Bokanowski, député, qui déclare que « celui qui a étudié au cours de ces vingt dernières années notre système de banque et de crédit, a été frappé de ces deux faits : la rareté des comptes de dépôt dans nos banques, comparativement à ceux des banques étrangères, l'abondance de monnaie. En Amérique et en Angleterre, tous ceux qui possèdent quelque bien, et naturellement tous les industriels et les commerçants, ont leur compte à la banque ; ils chargent leurs banquiers de tous leurs règlements. L'anglo-saxon paie ses fournisseurs, ses dépenses ménagères et jusqu'à sa note de blanchisseuse, au moyen de chèques. Le Français de situation sociale moyenne a tout juste renoncé au bas de laine et à la cachette de nos aïeux. Notre population, principalement agricole, a conservé l'amour des espèces sonnantes et trébuchantes. Chacun garde par devers soi, tant en espèces qu'en billets, les sommes nécessaires au règlement de ses affaires. D'importantes négociations, acquisitions d'immeubles, de fonds de commerce, souscriptions, etc., sont soldées en billets de banque. » (3)

M. Bokanowski ajoute que la guerre a accru les habitudes de thésaurisation, qu'elle a multiplié les paiements au comptant, qu'il

(1) J. O., 10 juillet 1916, p. 907.

(2) Circulaire du Gouverneur de la Banque de France du 21 janvier 1916.

(3) J. O. 19 avril 1917, p. 257.

nous faut plus de 400 francs de papier par tête d'habitant, alors que l'Anglais se contente de 95 francs, quoique son mouvement d'affaires soit bien supérieur au nôtre. Il redoute que la multiplication des billets n'aboutisse à leur dépréciation.

Nous sommes en 1917 et toutes les fois que la législation du chèque a été retouchée depuis, l'on a assisté aux mêmes plaintes.

Pour éviter des redites, nous passerons en 1938-39, à la veille de la guerre actuelle. Une campagne de presse se déclenche en faveur du chèque, notamment dans le *Figaro*. Dans le numéro du 13 janvier 1939. M. Legueu, qui devait devenir peu après conseiller technique à la Présidence du Conseil d'alors, publiait un article qui faisait un écho agrandi au rapport précité de M. Bokanowski : « Quelle est la forme la plus visible, la plus nocive, la moins efficace de l'inflation ? C'est l'inflation brutale par billets de banque. Par un étrange paradoxe, c'est celle que l'on voit croître, d'année en année, au détriment des moyens modernes, souples et puissants, du crédit bancaire. Au fur et à mesure que la masse des dépôts bancaires en valeur réelle se rabougrit, la circulation fiduciaire prend plus d'extension. » C'est exactement ce thème que développait M. Bokanowski.

Dans un autre article (*Le Figaro* du 31 décembre 1938), le même spécialiste se lamentait de la faiblesse relative des dépôts dans les banques françaises. « Les quatre plus grandes banques françaises réunissent environ 35 milliards de dépôts. Pour les cinq plus grandes banques anglaises, le chiffre correspondant est de 2 milliards de livres, soit quelque 350 milliards de francs. La différence est comme de 1 à 0. »

M. Ph. Cotreanu emboîtait le pas dans un article du 29 janvier 1939 et prétendait que l'ensemble des dépôts de toutes les banques françaises était inférieur aux dépôts d'un seul grand établissement de crédit anglais, la Barclay's Bank ; et encore faut-il tenir compte du fait que les chiffres publiés des dépôts des banques françaises comprennent également les dépôts en devises.

Quelles sont les raisons de cet insuccès ? Les lois du 22 octobre 1940 et 28 février 1941 ont-elles attaqué le mal dans ses causes ? Le pouvaient-elles ? Nous ne le pensons pas pour les raisons que nous allons maintenant exposer :

§ 2. — Les causes de l'insuccès et les remèdes d'ordre législatif.

Nous n'avons pas la prétention de présenter une synthèse complète des raisons qui entravent l'essor du chèque en France. Nous nous contenterons de passer rapidement en revue celles qui nous paraissent prédominantes : l'attitude des banques, les habitudes de fraude, le manque de confiance et surtout la faible concentration de la population française.

Les banques sont responsables de leur propre malheur. Tous les usagers se plaignent des lenteurs dont ils ont à souffrir pour toucher un chèque, alors qu'en Angleterre cette opération se fait en quelques instants. Quiconque a eu l'occasion de fréquenter les banques anglaises est frappé par le désir qui y règne de satisfaire la clientèle : nous avons vu que le droit anglais ne se contente pas d'ignorer mais prohibe l'ouverture du chèque barré ; or, les banques n'hésitent pas à engager leur responsabilité et à accepter la mention « Pay cash » pour rendre service à leur clientèle. En France, nous voyons l'exemple contraire : la loi du 18 février 1938 autorise la femme mariée à se faire ouvrir un compte sans l'autorisation de son mari et les banques lui refusent ce droit.

Le petit compte en banque, loin de rapporter au déposant, lui coûte (une dizaine de francs par semestre pour un compte de 5.000 francs). Il semble que sur ce point une loi obligeant les banques à verser un intérêt déterminé et à observer un barème fixant leurs commissions et leurs frais pourrait être promulguée.

Un assez grand nombre d'intéressés ont vu dans la loi du 22 octobre 1940 un piège fiscal. Ils savent, plus ou moins vaguement sans doute, mais ils savent, que les comptes sont l'objet de communications aux agents du fisc et l'épargne française a horreur de l'inquisition fiscale. Elle se croit d'autant plus justifiée dans ce sentiment égoïste qu'elle l'a vu légitimer par des campagnes de presse qui furent parfois excessives. Dans le *Temps*, organe réputé modéré, l'on pouvait lire ce qui suit, le 25 décembre 1938 :

« Pour couronner, en quelque sorte, son œuvre de sape et de démolition, la Chambre a adopté un texte qui lui a été proposé par la Commission et qui étend l'application du bordereau de coupons aux titres déposés dans les banques ou chez d'autres intermédiaires. En soi cette mesure ne présente aucune utilité, car il est évident que ce ne sont pas les propriétaires de valeurs placés sous dossier dans les banques qui dissimulent leurs coupons lors de la déclaration de leurs revenus. »

Par ailleurs, les règlements au comptant tiennent une place formidable dans les paiements, soit à cause des exceptions admises par le législateur lui-même, soit à cause du manque de confiance des gens les uns vis-à-vis des autres, soit à cause de certaines appréhensions sur l'avenir du franc.

Déjà, en 1939, M. Maurice Texier, dans son excellent ouvrage déjà cité, pouvait écrire : « Il paraît certain que le crédit traverse une phase critique; les créanciers s'efforcent le plus possible d'obtenir des paiements au comptant. se demandant, en effet, ce que la monnaie vaudra dans quelques semaines ou dans quelques mois, et s'empressent d'investir les sommes qu'ils touchent dans des valeurs dites de refuge. Par contre, les débiteurs essayent de retarder leurs paiements, se disant que la charge en sera adoucie par des dévaluations. Dans tous les contrats entre ainsi un élément de risque et de spéculation qui est une cause de hausse des prix, car il rend nécessaire la constitution d'une marge de garantie. En conséquence, il devient impossible d'emprunter à long terme à des taux raisonnables. Les dévaluations successives, en détruisant la confiance dans la stabilité des monnaies ont presque tué le crédit. » (1)

Le goût de la fraude, surtout quand le fisc doit en être la victime, est un sentiment déplorable. La vérité nous oblige à dire qu'il existe en France. Nous ne savons qui est responsable à l'origine de cette lutte entre l'Administration et le contribuable; il est certain que le législateur est impuissant à la faire cesser. La cause en serait-elle supprimée que nous verrions longtemps encore survivre l'état d'esprit actuel.

1) Op. cit. p. 165.

Le fisc n'est pas le seul à qui le fraudeur entend ne pas donner des armes en se servant du chèque. Le marché noir, avec son cortège haïssable de connivences et de pots de vin, ne s'accommode que des règlements en espèces. C'est l'évidence. Mais il se trouve que le commerçant honnête lui-même n'arrive souvent à s'approvisionner qu'en payant en billets de banque, sinon, toutes considérations de prix mises à part, les fournisseurs vendent de préférence aux spéculateurs du marché noir qui, eux, ne proposent jamais que des fonds comptant.

Mais la raison généralement reconnue de l'insuccès du chèque en France est le manque de confiance. Manque de confiance du déposant dans les banques et parfois même dans la monnaie; manque de confiance du bénéficiaire dans le tireur.

En ce qui concerne la solidité des banques un progrès vient d'être réalisé, nous pensons qu'il produira d'heureuses conséquences. Le manque de confiance dans la monnaie incite le capitaliste à placer son argent dans des valeurs plutôt qu'à le confier aux banques. Contre une telle attitude nous ne voyons guère de mesure législative possible. Une aggravation des taxes sur les transactions bousières serait, à d'autres égards, pire que le mal.

Le problème du manque de confiance du bénéficiaire dans le tireur est celui de l'émission de chèques sans provision. Nous l'avons déjà traité et sommes arrivé à la conclusion que ce n'était pas par l'aggravation des sanctions pénales, mais plutôt par l'accélération de leur application qu'on obtiendrait un résultat. Puisque nous sommes sur ce sujet de la méfiance qu'inspire l'inconnu qui présente un chèque là où son créancier s'attendait à recevoir des billets, soulignons qu'en Angleterre les conditions d'admission au compte en banque sont sévères et supposent une honorabilité parfaite. A cet égard, la loi du 22 octobre 1940 qui institue le système inverse, celui de l'obligation d'avoir un compte en banque, tourne le dos à l'institution anglaise, qui a pourtant fait ses preuves.

Mais à côté des solutions législatives, il y a surtout un problème de mœurs: « Si l'émission d'un chèque sans provision est (en Angleterre) dans certains cas, frappée de peines infra-

mantes, écrit M. Georges Forestier (1), ce n'est pas tant dans un but préventif, mais plutôt parce que, dans un pays où le commerce a pris rang d'aristocratie, celui qui ne tient pas ses engagements est considéré comme ayant forfait aux règles élémentaires de l'honneur. » Non pas que nous reconnaissons à nos voisins d'outre-Manche une honnêteté foncière supérieure à la nôtre; il ne s'agit que d'une question « psychologique », comme l'a souligné avant nous M. Jacques Bouteron: « En France, il y a des dettes, telles les dettes de jeux, pour lesquelles les créanciers n'ont pas d'action en justice et qui, cependant, sont plus fidèlement payées que celles qui sont sanctionnées par la loi. Dans l'opinion, celui qui ne les acquitte pas est déshonoré, alors que celui qui ne paye pas son loyer ne l'est point. »

Nous reconnaissons dans ces lignes un autre argument que l'on entend fréquemment: « Le chèque n'est pas entré dans les mœurs. » Déjà, dans son Rapport, en 1865, Darimon attribuait les magnifiques résultats obtenus en Angleterre à deux usages: « Le premier est l'habitude que tout particulier, négociant ou non négociant, a contractée d'avoir un banquier chez lequel il dépose les valeurs de toute nature qu'il a reçues dans la journée: espèces, bank notes, traites ou effets arrivés à échéance, ne gardant dans sa caisse ou dans sa poche que les petites sommes nécessaires à ses besoins journaliers. Cette habitude est tellement enracinée qu'elle s'est, en quelque sorte, identifiée avec les convenances sociales. Payer en argent au delà du Détroit, n'est pas de bon ton. M. Alphonse Esquiros, dans ses curieuses études sur la vie anglaise, raconte ce trait caractéristique: Un boutiquier anglais, auquel on demandait un jour quelle était la différence entre un homme et un gentleman, répondit sans hésiter: un homme est celui qui vient acheter une marchandise et qui paie argent comptant; un gentleman est celui auquel je fais crédit et qui me règle tous les six mois par un bon à toucher chez son banquier (check). Avoir un banquier est, en Angleterre, la condition première de la respectabilité.

(1) Des infractions en matière de chèque. Thèse Toulouse 1941, p. 135.

« Le second usage n'est que la conséquence naturelle du premier : il consiste à prendre domicile chez les banquiers pour les billets de commerce que l'on souscrit. En définitive, pour que se déclenche automatiquement le système des règlements par jeux d'écritures, il faut et il suffit que les habitants qui ont quelque aisance aient un compte en banque et fassent toutes leurs opérations un peu importantes par l'entremise de ce compte. »

L'honorable rapporteur ne se demandait pas d'où venait elle-même cette « habitude qui en était arrivée à s'identifier avec les convenances sociales ». Cette explication par la « vertu dormitive » ne nous satisfait qu'à demi. Nous y voyons, au contraire, une conséquence de ce que nous pensons être la raison essentielle du faible développement du chèque chez nous, nous voulons parler de *la composition même de la population française*.

C'est Pouyer-Quertier qui, à notre connaissance, exposa cette idée le premier, le 13 février 1874, à la tribune de la Chambre des Députés : « Quand vous comparez le système anglais au système français, vous oubliez... qu'en France vous avez à la campagne 27 à 28 millions d'habitants, tandis qu'en Angleterre il n'y en a que 3 à 4 millions, le reste étant concentré dans les grandes villes de province. » Or, à la campagne, il ne peut y avoir ce réseau serré de banques qui est la condition *sine qua non* de la vulgarisation du chèque. Nous sommes confirmés dans notre idée par le succès du chèque postal qui connaît pourtant à peu près tous les inconvénients du chèque ordinaire, sauf celui-là.

Il est intéressant de mettre sous les yeux du lecteur ce que Charles Gide écrivait, en 1913, dans son cours d'économie politique : « Si l'hypothèse de tous les Français clients d'une même banque, disons de la Banque de France, ne paraît pas près de se réaliser, il y a au moins un établissement national dont tous les Français sont actuellement les clients et qui pourrait peut-être jouer ce rôle, c'est l'Administration des Postes qui, par ses bureaux dans chaque commune et d'ailleurs par ses facteurs

à domicile, va partout et reçoit de chacun. On a songé, précisément, à mettre à profit cette situation unique pour faire jouer à la Poste le rôle de banquier universel. Pour cela, il suffirait qu'elle ouvrît un compte courant à quiconque le demanderait et lui remît en même temps un carnet de chèques; dès lors, pour effectuer un paiement quelconque, il suffirait que le débiteur versât au bureau le plus proche la somme due au nom du créancier et la poste se chargerait de l'inscrire au crédit du compte de celui-ci. Si le créancier n'avait pas encore de compte-courant à la Poste, le débiteur lui enverrait un chèque que celui-ci toucherait comme un mandat-poste ordinaire. »

Les résultats de l'exercice 1938, dernier exercice tout à fait normal, sont merveilleux. Le nombre des comptes-courants tenus par les bureaux centraux de chèques postaux s'est accru pendant l'année 1938 de 48.887 comptes, passant de 755.825 au 31 décembre 1937, à 804.713 au 31 décembre 1938. Le trafic global, qui avait été, en 1937, de 137.678.500 opérations, pour un montant total de 614.829 millions de francs, s'est élevé, en 1938, à 147.807.358 opérations pour un montant de 732.901 millions. Les règlements effectués sans emploi de numéraire, c'est-à-dire par simple jeu d'écritures, ont représenté pendant l'année, 85,13 % du mouvement total des fonds.

On a pu écrire (1): « En France, le chèque est étouffé par la sollicitude du législateur. C'est un malade que le médecin intoxique de remèdes quand il lui faudrait seulement un peu d'air. » Nous ne souscrivons pas entièrement à cette opinion; elle est exacte lorsqu'elle reproche au médecin sa sollicitude exagérée, elle ne l'est plus lorsqu'elle croit qu'un peu d'air suffirait à sauver le malade. Au temps de sa plus grande liberté le chèque ne s'était pas davantage acclimaté en France. Nous venons d'esquisser les causes de la « maladie » du chèque; elles nous conduisent à penser que le traitement qui le revigorerait n'est pas d'ordre législatif, mais économique et financier.

(1) MITCHELL : *Le chèque dans les pays anglo-saxons*, thèse Paris 1926, p. 6.

La France n'est pas, comme l'Angleterre, un pays essentiellement commerçant et le banquier du monde. Aussi ne faut-il pas espérer y voir jamais le chèque prendre l'extension qu'il connaît outre-Manche.

Cependant un régime fiscal moins écrasant pour le commerçant, une monnaie dont l'avenir serait assuré, un budget en équilibre lui donneraient un essor remarquable. Il se trouve que ce sont précisément les miracles qu'on lui demandait de produire.

Vu : Le Président de la Thèse :

Aix, le 5 mai 1942,

A. AUDINET.

Vu : Le Doyen :

Aix, le 5 mai 1942,

B. RAYNAUD.

Vu et permis d'imprimer,

Aix, le 6 mai 1942.

Le Recteur :

PIERRE MARTINO.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES DE FOND

AFTALION :

Monnaie, prix et change, 4^{me} édit. Paris 1932.

D'ARGENT :

La position de l'Angleterre et des Etats-Unis à l'égard des Conventions de Genève visant les conflit de lois en matière de lettre de change, billet à ordre et chèque, Paris 1938.

DE BEAUMARCHAIS :

La nouvelle législation du chèque en France, Paris 1937.

BORDUGE :

Le statut du chèque barré dans le droit anglo-américain et dans les conventions de Genève, Paris 1938.

BOUTERON :

Le chèque, théorie et pratique, Paris 1924.

Le nouveau droit du chèque, Paris 1928.

Le statut international du chèque, Paris 1938.

BRANNAN, CHAFFEE, BEUTEL :

The negotiable instruments Law annotated, 15^{me} édit. Cincinnati 1932.

CHALMERS :

A digest of the Law of Bills of Exchange, promissory notes, cheques, 9^{me} édit. Londres 1927.

DUFORT :

Les innovations des décrets-lois du 24 mai 1938 en matière de chèques et leurs conséquences économiques, Paris 1938.

FORESTIER :

Des infractions en matière de chèque, Toulouse 1941.

GIDE :

Cours d'Economie Politique, 3^{me} édit. Paris 1913 et 10^{me} édit. Paris 1930.

LATOUCHE :

La réglementation de la profession de banquier, Rennes 1933.

MENEZ :

Le chèque devant la loi pénale, Rennes 1932..

NOGARO :

La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains, Paris 1935.

RIST :

Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours, Paris 1938.

TEXIER :

Le chèque de virement, Paris 1939.

TIXIER :

Le délit d'émission de chèque sans provision, Nancy 1934.

THIBAUT :

Le chèque certifié, Paris 1924.

ARTICLES DE REVUES

CABRILLAC :

Commentaire des lois des 13 et 14 juin 1941, La Semaine Juridique, 31-12-41.

ESMEIN :

L'organisation et la réglementation de la profession bancaire, Gazette du Palais 1941.2.18.

LEBRET :

Des cas dans lesquels les circonstances atténuantes sont inapplicables, La Semaine Juridique, 19 avril 1941.

VERDUN :

La répression des infractions en matière de chèque depuis le décret-loi du 30 octobre 1935, La Semaine Juridique, 24-31 août 1941.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

CHAPITRE PREMIER

LES RETOUCHES A LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

(loi du 22 Octobre 1940)

Section I

La multiplication des comptes en banque

§ 1. — Etude des dispositions légales.....	19
§ 2. — La réforme parallèle de l'organisation bancaire.....	22

Section II

Le cours forcé du chèque.....	25
--------------------------------------	-----------

Section III

La réforme de la répression de l'émission du chèque sans provision

§ 1. — Historique	29
§ 2. — L'art. 4 de la loi du 22 Octobre 1940.....	33
A. La présomption de mauvaise foi.....	34
B. La suppression du sursis et des circonstances atténuantes..	37

CHAPITRE II

INTRODUCTION EN FRANCE DU CHÈQUE CERTIFIÉ

Section I

Historique

§ 1. — Ce qu'est le chèque certifié, spécialement aux Etats-Unis.....	43
§ 2. — Les conférences internationales de 1912 et 1931.....	47
§ 3. — La position de l'Angleterre.....	55
§ 4. — Le chèque certifié et la France.....	59

Section II

Etude critique de l'institution	62
--	-----------

Section III

La loi du 28 février 1940	67
--	-----------

CHAPITRE III

PORTÉE PRATIQUE DES LOIS DU 22 OCTOBRE 1940 ET DU 28 FÉVRIER 1941

Section I

Les résultats acquis	71
-----------------------------------	-----------

Section II

Le chèque et l'inflation	81
---------------------------------------	-----------

Section III

La législation et le développement du chèque

§ 1. — L'insuccès relatif du chèque en France.....	90
§ 2. — Les causes de l'insuccès et les remèdes d'ordre législatif.....	94

BIBLIOGRAPHIE	101
---------------------	-----

Autorisation de la Censure,
en date du 29 Mai 1942,
sous le n° 4.339
